



**BUDGET 2017 ET
PROGRAMME TRIENNAL
D'IMMOBILISATIONS
2017-2019**



TABLE DES MATIÈRES

1. BUDGET 2017 EN RÉSUMÉ

Pour chaque dollar de taxes	9
Sommaire des prévisions budgétaires 2017	10
Faits saillants	11
Mot du maire	13
Mot du directeur général	15

2. PROFIL DE LAVAL

Laval en chiffres	18
Conseil municipal et comité exécutif	21
Administration	23
Mission des services municipaux et des bureaux	25

3. BUDGET 2017

Sommaire des prévisions budgétaires 2017	31
Situation économique et contexte budgétaire	32
Principales hypothèses utilisées dans le processus budgétaire	37

4. LES REVENUS

Portrait budgétaire	41
Revenus de fonctionnement	42
Répartition en pourcentage des revenus de fonctionnement	42
État des revenus de fonctionnement	43

5. LES DÉPENSES

Portrait budgétaire	51
Dépenses de fonctionnement par fonction	54
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par fonction	54
État des dépenses de fonctionnement par fonction et activité	55
État des éléments de conciliation à des fins fiscales	57
Dépenses de fonctionnement par objet	58
Répartition en pourcentage des dépenses de fonctionnement par objet	58
État des dépenses de fonctionnement par objet	59
Dépenses de fonctionnement par unité administrative	61
État des dépenses de fonctionnement par unité administrative	61

6. PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2017-2019

Faits saillants	65
Programme triennal d'immobilisations	68
Sommaire du programme triennal d'immobilisations	68
État des investissements par catégories d'actifs	70
Répartition des activités d'investissement	71
Profil des investissements	71
État des activités d'investissement et modes de financement	72
Répartition du financement des activités d'investissement	73
État des transferts gouvernementaux	73
Gestion de la dette	74
État du coût de la dette 2017-2019	74
État de l'endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	75
Évolution de la dette nette par la richesse foncière uniformisée	75
Programmes et projets par service et bureau	76
Service de l'évaluation	76
Service du greffe	77
Service des systèmes et technologies	77
Service de police	78
Service du développement économique	78
Service de sécurité incendie	78
Service de l'ingénierie	79
Service des travaux publics	80
Service de l'environnement	81
Service de la gestion des immeubles	82
Service de la culture, des loisirs, du sport et du développement social	84
Service des communications et du marketing	84
Bureau des grands projets	85

7. STATISTIQUES LAVALLOISES

Marché de la revente et locatif	88
Prix moyen	88
De l'unifamiliale, prix moyen	88
Évolution du taux d'inoccupation des logements locatifs	89
Investissements	90
Évolution de la valeur des permis de construction	90
Évolution des investissements par secteurs	90
Évolution de l'évaluation foncière	91
Autres statistiques	92
Évolution de certains taux de taxation et de tarification	92
Évolution des effectifs	93
Évolution de la population	93

8. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Périmètre comptable	97
États consolidés	98
Activités de fonctionnement consolidées à des fins fiscales	98
Activités d'investissement et modes de financement consolidés	99



**BUDGET
2017**

En résumé

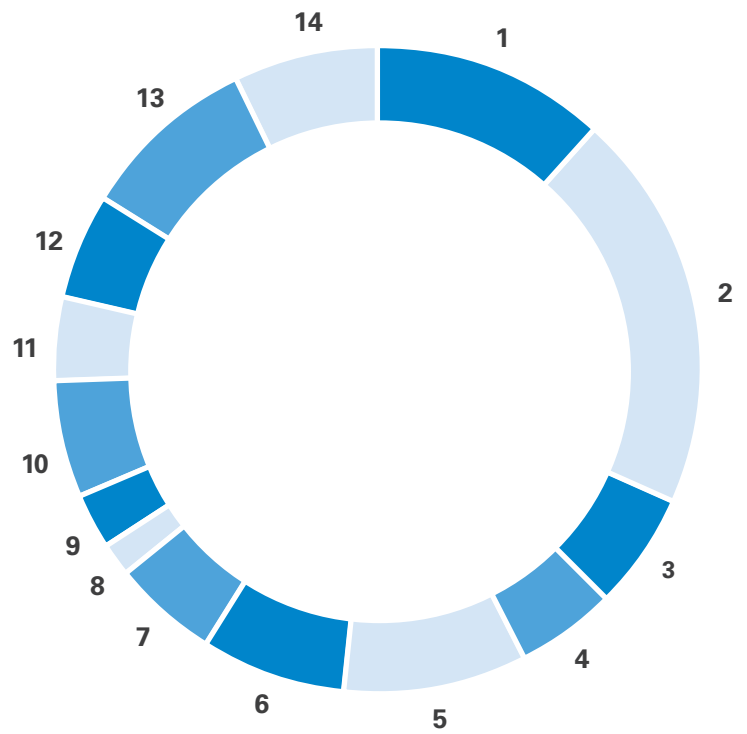
01





**POUR
CHAQUE
DOLLAR
DE
TAXES**

1	Administration générale	11,8 ¢
2	Police, sécurité incendie et sécurité publique	19,9 ¢
3	Réseau routier	5,8 ¢
4	Enlèvement de la neige	5,1 ¢
5	Transport collectif	9,1 ¢
6	Eau et égout	7,4 ¢
7	Collecte, traitement, élimination des déchets et protection de l'environnement	5,2 ¢
8	Logement et urgence sociale	1,7 ¢
9	Aménagement, urbanisme et développement économique	2,8 ¢
10	Activités récréatives	5,8 ¢
11	Activités culturelles	4,2 ¢
12	Frais de financement	5,1 ¢
13	Remboursement de la dette	9,0 ¢
14	Autres éléments	7,1 ¢



SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2017 (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	576,1	564,1
Taxes sur une autre base	123,3	124,4
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	17,4
Services rendus	9,9	7,6
Imposition de droits	32,5	32,7
Amendes et pénalités	17,2	17,1
Intérêts	15,1	12,4
Autres revenus	4,9	4,6
Transferts	28,6	27,4
	825,0	807,7
DÉPENSES		
Administration générale	97,0	94,0
Sécurité publique	164,0	163,9
Transport	165,2	158,7
Hygiène du milieu	103,8	104,0
Santé et bien-être	14,0	11,8
Aménagement, urbanisme et développement	23,1	22,3
Loisirs et culture	82,5	78,7
Frais de financement	41,9	48,1
	691,5	681,5
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME		
	74,1	77,0
Excédent (déficit) avant affectations	59,4	49,2
AFFECTATIONS		
Paiement comptant des immobilisations, fonds réservés et réserves financières	60,6	44,3
Excédent de fonctionnement affecté	(4,8)	(4,1)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur	4,5	12,1
Service de dette	(0,9)	(3,1)
	59,4	49,2
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

FAITS SAILLANTS

BUDGET DE 825 M\$

VARIATION DU COMPTE MOYEN DE TAXES FONCIÈRES

Secteur résidentiel: 1,4 %

Secteur non résidentiel: 1,4 %

AJOUTS ET AMÉLIORATIONS DE SERVICES

Élargissement de la collecte des matières organiques

Poursuite du schéma de couverture de risques

Poursuite de la Politique de l'arbre

Embellissement des entrées de la ville

Mesures d'apaisement de la circulation

Subvention - Droit de mutation pour le secteur du métro de la Concorde

Programme d'appui à des initiatives pour le démarrage et le développement d'entreprises innovantes

Ouverture de la Place Bell

Marathon de Laval

Création d'une unité d'enquête en exploitation sexuelle

Bonification du programme de maintien à domicile des personnes âgées de 65 ans et plus

MAINTIEN DES PROGRAMMES

Subventions reliées à de saines pratiques environnementales (composteurs domestiques, barils récupérateurs d'eau de pluie, couches réutilisables)

PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2017-2019: 944,5 M\$

Mise en place d'infrastructures qui contribueront au développement des secteurs résidentiels, commerciaux et industriels: 145,6 M\$

Réfection des infrastructures existantes: 301,5 M\$

Amélioration et prolongement du réseau routier: 58,5 M\$

Aménagement de parcs, d'espaces communautaires et acquisition d'espaces verts: 107,7 M\$

IMMOBILISATIONS PAYÉES COMPTANT: 351,3 M\$

MOT DU MAIRE





Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

Le budget 2017 de la Ville de Laval et le programme triennal d'immobilisations (PTI) qui l'accompagne correspondent aux orientations politiques de notre administration. Nous présentons ainsi une planification des dépenses de 825 M\$ nécessaires au maintien, mais également à la bonification des infrastructures et des services. Quant au compte de taxes, il augmentera de 1,4 % pour les secteurs résidentiels et non résidentiels, un pourcentage sous l'inflation anticipée. Ces investissements attendus prouvent hors de tout doute notre détermination à continuer nos efforts pour faire de Laval une ville attrayante et inspirante.

Munis entre autres de notre vision stratégique pour 2035, de notre planification stratégique pour 2020 et de notre schéma d'aménagement (dont la révision se poursuit), nous sommes plus que jamais en mesure de planifier de façon structurée le développement à long terme de notre territoire. Au passage, nous mettons en place des mesures visant à assainir la démocratie tout en favorisant la participation citoyenne. Nous nous donnons les moyens de livrer les services, infrastructures, projets et programmes auxquels les Lavalloises et les Lavallois peuvent s'attendre tout en gardant le cap sur les valeurs qui distinguent notre administration : la responsabilité, la saine gouvernance, l'éthique et plus que tout, le bien-être du citoyen.

L'objectif prioritaire, c'est de respecter la capacité de payer des contribuables. Mais c'est aussi de leur offrir la stabilité et la croissance qui génèrent la prospérité.

D'ailleurs, en 2017 et au cours des trois prochaines années, des projets structurants continueront à voir le jour et à stimuler cette prospérité. Par exemple, notre centre-ville, qui prend forme, se définit d'ores et déjà comme un lieu dynamique et animé, où d'importants investissements privés viennent bonifier l'offre aux citoyens.

La Ville investit également dans les noyaux villageois et services de proximité. L'animation de la vie de quartier, si chère aux citoyens de Laval, la sécurité, la mobilité et le développement durable ainsi que la vie culturelle, occupent plus que jamais la place qui leur revient dans la liste de nos priorités.

Ce budget et ce PTI représentent l'équilibre visé entre le développement des infrastructures d'envergure territoriale et celui de tous les quartiers. C'est le quatrième exercice de notre administration. Depuis 2013, le chemin parcouru a parfois été parsemé de difficultés, mais il a surtout été jalonné de réussites et de réalisations qui ont rétabli la notoriété et la crédibilité de notre Ville et redonné de la fierté à ses citoyens.

Marc Demers



**MOT
DU
DIRECTEUR
GÉNÉRAL**



Mesdames, Messieurs,

Pour une ville d'envergure comme Laval, la 3^e ville en importance au Québec, la préparation du budget, élaboré par le comité présidé par le maire, Marc Demers, est un travail de planification essentiel. Cet exercice, qui nous amène à faire le bilan de nos réalisations, nous permet de réévaluer nos priorités pour affirmer notre vision d'un développement structuré et cohérent.

Élaborés en concordance avec notre vision stratégique, où l'on définit la représentation de Laval en 2035 comme une ville urbaine de nature selon les cinq axes soutenant la démarche (vivante de nature, séduisante de nature, humaine de nature, entreprenante de nature et engagée de nature), le budget et le programme triennal d'immobilisations (PTI) qui l'accompagne traduisent de façon opérationnelle les orientations politiques de l'administration municipale et nous donnent les moyens d'en atteindre les objectifs. Il s'agit de composantes maîtresses de notre coffre à outils. Ces composantes s'ajoutent à notre planification stratégique dans laquelle ont été identifiées les stratégies d'intervention et principaux résultats visés d'ici 2020, le tout en tenant compte des capacités organisationnelles et financières de la Ville.

Parmi les autres instruments dont nous disposons pour assurer une saine gouvernance, le budget et le PTI font écho, notamment, au Cadre de gouvernance des projets et programmes d'envergure, adopté en décembre 2015. Ils sont également cohérents avec la révision du schéma d'aménagement, dont le document final devrait être adopté l'été prochain, et correspondent aux orientations des différentes politiques municipales en vigueur.

Ces importants outils de planification et de gestion ont été préparés avec rigueur et minutie par une équipe des plus compétentes. Je tiens donc à remercier toutes les personnes qui ont pris part au processus. Par leurs analyses détaillées, leur constant dévouement et leur désir de faire de Laval une ville toujours mieux structurée, les employés municipaux deviennent des parties prenantes de son développement et de sa croissance.

Aux côtés de cette équipe motivée, j'observe, depuis quelques années, la grande transformation qui s'opère à Laval. Sous la gouverne d'un conseil municipal avisé, doté d'une vision réaliste et ambitieuse pour notre territoire, Laval croît, se mobilise, évolue. L'éthique et la transparence sont au cœur de toutes les prises de décisions, tout comme le souci d'assurer une gouvernance inspirée des meilleures pratiques. Enfin, tous les éléments sont réunis pour favoriser la mobilisation et l'organisation du milieu, et ce, afin de continuer à faire de Laval une ville inspirante.

Serge Lamontagne



**PROFIL
DE
LAVAL** **02**

L

LAVAL EN CHIFFRES

SUPERFICIE

Longueur	246 km ²
Largeur	33 km
	12 km

DÉMOGRAPHIE

Population (estimée pour 2016)	435 200
Âge médian	41
Langue maternelle	
Français	63 %
Anglais	9 %

ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Primaires	74
Secondaires	23
Centres de formation professionnelle	10
Collégial	1
Pavillons universitaires	2
Centres de recherche	5

SANTÉ

Centre hospitalier	1
CLSC	7
Centres de réadaptation	3
Centres d'hébergement publics et privés	17
Centre jeunesse	1
Cliniques médicales et groupes de médecine familiale	34

RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN

Nombre de parcours	44
Longueur du réseau	1 403 km
Service scolaire - Nombre de parcours	119
Transport adapté - Nombre d'usagers	7 119
Nombre d'autobus	295
Train de banlieue - Longueur du réseau	16 km
Nombre de gares	5
Stationnements incitatifs	2 309 espaces

CULTURE

Plusieurs événements culturels	
Salles de spectacle	18
Musées	6
Bibliothèques	9

TOURISME

Nombre annuel de visiteurs	1 154 300
Tourisme d'affaires	54 %
Durée moyenne du séjour	1,6 jour
Nombre d'unités disponibles pour l'hébergement	1 560
Taux d'occupation	69 %
Recettes touristiques annuelles	201 M\$

ÉCONOMIE - AFFAIRES (emplois par industrie, en milliers)

Secteur de la production de biens	
Construction	12
Fabrication	20
Secteur des services	
Commerce	47
Transport et entreposage	15
Finance, assurances et immobilier	10
Services professionnels	19
Services d'enseignement	21
Soins de santé et assurance sociale	26
Information, culture et loisirs	6
Hébergement et restauration	11
Administration publique	10
Autres	22

AGRICULTURE

Superficie	4 812 hectares
Fermes	
Élevage	17
Fruits et légumes	39
Pépinières et floriculture	58
Autres	8
Revenus bruts agricoles	59,7 M\$

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Longueur des voies publiques	4 644 km
Longueur des voies cyclables	215 km
Ponts et passerelles	123

INFRASTRUCTURES DE L'EAU

Stations de production d'eau potable	3
Stations de traitement des eaux usées	3
Production de l'eau potable	425 000 m ³ /jour
Traitement des eaux usées	770 000 m ³ /jour
Longueur des conduites d'aqueduc	1 623 km
Longueur des conduites d'égout	2 652 km
Stations de pompage	76

CONSEIL MUNICIPAL ET COMITÉ EXÉCUTIF

MAIRE

Marc Demers

PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

DISTRICTS ÉLECTORAUX

1. Saint-François
2. Saint-Vincent-de-Paul
3. Val-des-Arbres
4. Duvernay — Pont-Viau
5. Marigot
6. Concorde — Bois-de-Boulogne
7. Renaud
8. Vimont
9. Saint-Bruno
10. Auteuil
11. Laval-des-Rapides
12. Souvenir — Labelle
13. L'Abord-à-Plouffe
14. Chomedey
15. Saint-Martin
16. Sainte-Dorothée
17. Laval-Iles-Îles
18. L'Orée-des-Bois
19. Marc-Aurèle-Fortin
20. Fabreville
21. Sainte-Rose

CONSEILLERS

Jacques St-Jean	
Paolo Galati	
Christiane Yoakim	PRÉSIDENTE DU CONSEIL MUNICIPAL
Stéphane Boyer	
Daniel Hébert	
Sandra Desmeules	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
Raynald Adams	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF
Michel Poissant	
David De Cotis	VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF
Jocelyne Frédéric-Gauthier	
Pierre Anthian	
Jean Coupal	
Vasilios Karidogiannis	
Aglaia Revelakis	
Aline Dib	
Ray Khalil	
Nicholas Borne	
Alain Lecompte	
Gilbert Dumas	
Michel Trottier	
Virginie Dufour	MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF

L ADMINISTRATION

DIRECTION GÉNÉRALE

Directeur général	Serge Lamontagne
Directrice générale adjointe-Administration	Carole Imbeault
Directeur général adjoint-Développement durable	Clément Bilodeau
Directeur général adjoint-Développement économique	Marc Tremblay
Directeur général adjoint-Services de proximité	Jacques Ulysse

SERVICES

Achats et gestion contractuelle	André Lévesque
Affaires juridiques	Simon Tremblay
Communications et marketing (par intérim)	Sophie De Nobile
Culture, loisirs, sport et développement social	Benoit Collette
Développement économique	Marc Tremblay
Environnement	Gilles Benoit
Évaluation	Pierre Huot
Finances	Sylvain Gouin
Gestion des immeubles (par intérim)	Nicolas Moukhaiber
Greffe	Chantal Sainte-Marie
Ingénierie	Luc Goulet
Police	Pierre Brochet
Ressources humaines	Marc-André Vigeant
Sécurité incendie	René Daigneault
Systèmes et technologies (par intérim)	Yves Roy
Travaux publics	Daniel L'Écuyer
Urbanisme	Luc Paquette

BUREAUX

Grands projets	Jean Roy
Juges	Claudie Bélanger chantal Paré Martine Hébert
Ombudsman	Nadine Mailloux
Régime des rentes	Mylène Grenier
Vérificateur général	Vacant

MISSION DES SERVICES MUNICIPAUX ET DES BUREAUX

Les services municipaux

ACHATS ET GESTION CONTRACTUELLE

Responsable du processus d'adjudication des contrats qui sont requis dans le cadre de la conduite des activités courantes et stratégiques de la Ville. Assume également la responsabilité de la gestion des magasins et de la fourrière municipale ainsi que de la disposition des actifs. Veille à obtenir les biens et services nécessaires aux opérations de la Ville aux meilleures conditions possibles en maintenant un régime de concurrence loyal et transparent dans le respect des lois et règlements en vigueur. Agit comme principal intervenant dans l'application de la Politique de gestion contractuelle et de la Politique d'approvisionnement.

AFFAIRES JURIDIQUES

Apporte le soutien juridique nécessaire à la Municipalité en répondant aux demandes de nature légale provenant de la direction générale ou de l'ensemble des services de la Ville. Représente la Municipalité devant différents tribunaux et supervise les mandats confiés à des firmes externes d'avocats. Assume la responsabilité du greffe de la cour municipale et des procureurs qui agissent pour la Ville devant cette cour. Assure également le suivi des réclamations présentées à la Ville et du portefeuille des assurances.

COMMUNICATIONS ET MARKETING

Assure le positionnement stratégique ainsi que la gestion de l'image de la Ville et assure les relations avec les médias, en plus d'alimenter les réseaux sociaux. Soutient l'ensemble des services dans la transmission d'informations aux citoyens.

CULTURE, LOISIRS, SPORT ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Développe, en collaboration avec les partenaires, la culture, les loisirs, le sport, le plein air et la vie communautaire. Soutient et anime le milieu lavallois et assume la responsabilité du développement social, la gestion du Centre de la nature et des activités de messagerie et de transport.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Assure la promotion et le développement économique de Laval par la recherche de nouveaux investissements, l'accueil d'entreprises et le soutien de celles installées sur le territoire. Agit à titre de pôle économique majeur du grand Montréal.

ENVIRONNEMENT

Maintient la salubrité et la qualité de l'environnement en protégeant et en mettant en valeur les milieux naturels, les cours d'eau et les espaces verts. Assure la qualité de l'eau, du sol et de l'air sur le territoire de Laval. Assure la production et le contrôle de l'eau potable, le captage et le traitement des eaux usées, la gestion des matières résiduelles et l'élimination des nuisances. Introduit et développe des activités qui ont pour but de créer des habitudes et des comportements environnementaux durables.

ÉVALUATION

Responsable de la confection et de la tenue à jour du rôle d'évaluation foncière, qui reflète la valeur de tous les immeubles inventoriés et situés sur le territoire de la Ville. Agit également comme expert auprès des différents services et mandataires municipaux lors d'acquisition, de disposition ou d'affaires immobilières.

FINANCES

Planifie et contrôle l'ensemble des activités financières et administratives de la Municipalité, tels la préparation des états financiers, la perception des taxes, le paiement des différentes dépenses ainsi que la coordination, la préparation et le suivi du budget et du programme triennal d'immobilisations, conformément aux normes comptables, aux lois en vigueur et aux décisions du conseil municipal.

GESTION DES IMMEUBLES

Responsable de la gestion, de l'entretien et du maintien des actifs du parc immobilier, de la planification, de la conception et de la gestion des projets de construction et de rénovation des édifices municipaux et aménagements de stationnements. Assure leur conformité aux normes et veille à ce que les actifs soient sécuritaires et respectent la politique de développement durable.

GREFFE

Assure le cadre législatif à l'intérieur duquel les décisions du conseil municipal et du comité exécutif sont prises et voit à rédiger les procès-verbaux, résolutions et projets de règlements de la Ville de Laval. Collige et conserve les documents qui sont ainsi archivés et est responsable des demandes de documents municipaux formulées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

INGÉNIERIE

Assure le rôle d'expert-conseil en matière de planification, de conception, de construction et de réhabilitation des infrastructures : aqueduc, égout, ouvrages de gestion des eaux pluviales, infrastructures d'utilité publique, routes, pistes cyclables, signalisation et feux de circulation, éclairage, ponts, ponceaux, viaducs, stations de production d'eau potable et de traitement des eaux usées, stations de pompage et ouvrages connexes. Responsable de l'émission des permis de raccordement et des permis d'obstruction de la voie publique.

POLICE

Responsable de la promotion et du maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique. Responsable de la protection de la personne et de la propriété, de la moralité, de la circulation, des enquêtes, des mesures d'urgence et de l'application de la réglementation en matière policière. Responsable du Bureau d'intégrité et d'éthique de Laval.

RESSOURCES HUMAINES

Veille à pourvoir les divers services municipaux d'hommes et de femmes responsables et compétents pour œuvrer auprès des citoyens. Soutient les activités dans divers services de la Ville de façon efficace en permettant aux employés d'évoluer dans un milieu de travail stimulant, dans le respect et l'intégrité. Responsable de la gestion des relations de travail et de la santé et sécurité au travail et du développement organisationnel. Applique différents programmes dont la paie, la formation, la gestion des avantages sociaux, les interventions en matière de santé et de sécurité et procède de façon constante à l'évaluation de ses effectifs.

SÉCURITÉ INCENDIE

Responsable de la prévention et de la lutte contre les incendies, de l'organisation des secours et de la recherche des causes des incendies.

SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES

Accompagne les services municipaux, au plan technologique et organisationnel, dans la réalisation de leurs mandats. Oriente et conseille les services sur tout l'aspect informatique. Conçoit, développe et implante les applications et logiciels informatiques. Entretient et gère l'ensemble des systèmes et technologies de l'information, incluant les systèmes de communication et de télécommunication.

TRAVAUX PUBLICS

Entretient et répare la voie publique, y compris l'éclairage et la signalisation, ainsi que les réseaux d'égout, d'aqueduc et les véhicules de la Ville. Entretient les parcs, les berges, les terrains de jeux et les espaces verts. Gère les contrats octroyés pour la réalisation de certains travaux et offre du soutien technique aux autres services municipaux lors d'événements spéciaux.

URBANISME

Assure le développement harmonieux du territoire, applique les règlements d'urbanisme et émet les permis de construction, de rénovation et de lotissement (cadastre), administre les divers programmes de la Municipalité, notamment en matière de rénovation urbaine et de protection du patrimoine et est responsable de la toponymie des sites, des immeubles et des équipements municipaux (appellation d'un immeuble, d'une rue, d'un parc, etc.). Veille à la mise en œuvre du schéma d'aménagement de la MRC et gère l'aménagement en vue d'assurer une utilisation efficace du territoire afin de répondre aux besoins de la collectivité.

Les bureaux

GRANDS PROJETS

Responsable du développement et de l'application des meilleures pratiques en gestion de projet. Voit également à la réalisation de projets d'envergure, incluant les projets urbains structurants.

JUGES

Les juges de la cour municipale de Laval ont les pouvoirs et les devoirs que la loi détermine.

OMBUDSMAN

En tant que protecteur du citoyen, reçoit et traite les plaintes des personnes qui s'estiment lésées par l'administration municipale. Intervient ou enquête chaque fois qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l'être. Révise l'application de certaines procédures administratives et émet des recommandations au conseil dans le but d'améliorer les services offerts.

RÉGIME DES RENTES

Ce bureau a les pouvoirs et les devoirs que le règlement municipal sur le régime des rentes et la loi déterminent.

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Effectue la vérification des comptes et affaires de la Municipalité et de toute personne morale dont la Municipalité détient plus de 50 % des actions votantes en circulation ou nomme plus de 50 % des membres du conseil d'administration. Vérifie également toute entité faisant partie du périmètre comptable. La vérification des comptes et affaires comprend la vérification financière, la vérification de conformité de leurs opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources.



BUDGET
2017

03

SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2017

SOMMAIRE DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2017 (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
REVENUS		
Taxes sur la valeur foncière	576,1	564,1
Taxes sur une autre base	123,3	124,4
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	17,4
Services rendus	9,9	7,6
Imposition de droits	32,5	32,7
Amendes et pénalités	17,2	17,1
Intérêts	15,1	12,4
Autres revenus	4,9	4,6
Transferts	28,6	27,4
	825,0	807,7
DÉPENSES		
Administration générale	97,0	94,0
Sécurité publique	164,0	163,9
Transport	165,2	158,7
Hygiène du milieu	103,8	104,0
Santé et bien-être	14,0	11,8
Aménagement, urbanisme et développement	23,1	22,3
Loisirs et culture	82,5	78,7
Frais de financement	41,9	48,1
	691,5	681,5
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME		
	74,1	77,0
Excédent (déficit) avant affectations	59,4	49,2
AFFECTATIONS		
Paiement comptant des immobilisations, fonds réservés et réserves financières	60,6	44,3
Excédent de fonctionnement affecté	(4,8)	(4,1)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur	4,5	12,1
Service de dette	(0,9)	(3,1)
	59,4	49,2
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES	0,0	0,0

SITUATION ÉCONOMIQUE ET CONTEXTE BUDGÉTAIRE



LA CONJONCTURE GÉNÉRALE

Les prévisions de croissance économique 2016 de plusieurs pays d'Europe sont revues à la baisse à la suite de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne et en réponse à la prudence des ménages et des entreprises. Les économistes ne prévoient pas d'amélioration importante de la croissance mondiale pour l'an prochain. Les banques centrales des principaux marchés devraient assouplir leur politique monétaire ou, à tout le moins, maintenir le cap.

Aux États-Unis, certains indicateurs laissent présager une meilleure performance au troisième trimestre de 2016. Le marché de l'emploi se porte bien, ce qui a eu un impact positif sur les dépenses de consommation. De plus, les faibles taux d'intérêt laissent croire que les consommateurs américains continueront de contribuer de façon importante à la croissance économique du pays au cours de la prochaine année. Le résultat de l'élection présidentielle aux États-Unis associé à un risque de durcissement des relations internationales et à de possibles mesures protectionnistes sont d'importantes sources d'inquiétude pour les économies canadiennes et québécoises.

Au Canada, les résultats des deux premiers trimestres ont été affectés par les difficultés rencontrées par le secteur de l'énergie, notamment dans les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador. Les exportations s'essouffent en lien avec le ralentissement de la croissance mondiale. Les premiers résultats disponibles du troisième trimestre indiquent cependant que la situation se résorbe. La faiblesse des taux d'intérêt, le maintien de la valeur du dollar canadien au niveau actuel ainsi que les mesures de stimulation budgétaire fédérales permettent d'anticiper une légère croissance de l'économie canadienne en 2017. Une attention particulière est portée à l'endettement élevé des ménages par le gouvernement fédéral. De nouvelles mesures ont été mises en place sur le crédit hypothécaire.

Au Québec, ces mesures pourraient avoir un effet négatif assez important sur le secteur de la construction résidentielle, qui affiche déjà une tendance à la baisse en 2016. Malgré des données positives sur l'emploi, sur la progression des ventes au détail et sur la confiance des ménages, la cadence de l'économie du Québec a de la difficulté à accélérer. Les prévisions de croissance économique pour la province sont de 1,3 % pour 2016 et une cible de 1,6 % a été établie pour 2017, un peu en deçà du 1,9 % prévu pour le Canada.

Selon Desjardins Études économiques, la Ville de Laval connaîtra une croissance économique supérieure à celle du Québec en 2016 et en 2017. L'économie de Laval dispose des points d'appui suivants pour soutenir son expansion : une population qui affiche l'une des plus fortes progressions du Québec, une croissance du revenu personnel disponible des ménages, l'emploi qui devrait demeurer en zone positive cette année et en 2017, des projets structurants mis en place par les différents acteurs socio-économiques de la région et des investissements qui resteront à des niveaux élevés.

La Banque du Canada anticipe une accélération de la croissance de l'économie dans les mois à venir ainsi qu'un retour de l'inflation vers la cible de 2 % au courant de 2017. Mais les incertitudes pourraient l'amener à décréter une réduction des taux directeurs si les conditions économiques venaient à décevoir.

En lien avec cette conjoncture, la Ville de Laval maintient ses efforts afin de restreindre ses coûts tout en continuant d'offrir des services de qualité à la population et en respectant la capacité de payer des citoyens.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Le marché de l'emploi se porte bien et continue de progresser. Le nombre d'emplois à temps plein au Canada a augmenté de 243 000 depuis le début de l'année. De ce nombre, plus de 132 000 ont été créés au Québec. Quant aux emplois à temps partiel, leur nombre est demeuré pratiquement stable au Québec, alors que le Canada enregistrait une hausse d'environ 100 000.

INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

	CANADA		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
	Oct. 2016	Var. 10 mois	Oct. 2016	Var. 10 mois
Emplois (total)	18 256 700	341 700	4 203 900	127 800
Temps plein	14 637 000	243 000	3 365 800	132 200
Temps partiel	3 619 700	98 700	838 100	-4 400
Population active	19 482 200	276 000	4 473 800	64 600
Taux d'activité	65,6 %	0,3 %	64,8 %	0,5 %
Taux d'emploi	61,5 %	0,6 %	60,9 %	1,5 %
Taux de chômage	6,3 %	-0,4 %	6,0 %	-1,6 %

Note : Données non désaisonnalisées
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*

LES CONDITIONS DE VIE

Un des indicateurs utilisés pour mesurer les conditions de vie des habitants d'un territoire est le revenu disponible des ménages par habitant. En 2014, le revenu disponible des ménages par habitant des Lavallois est comparable à la moyenne québécoise et à celui de la région de Montréal.

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES PAR HABITANT EN 2014

LAVAL		ÎLE DE MONTRÉAL		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
2014	Var. 2 ans	2014	Var. 2 ans	2014	Var. 2 ans
25 952 \$	3,8 %	26 481 \$	2,2 %	26 046 \$	3,5 %

Note : Le revenu disponible représente le montant qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et services ainsi que pour l'épargne. Il correspond à la somme de tous les revenus des ménages résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels divisée par le nombre d'habitants de ce territoire.

Source : Institut de la statistique du Québec

LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

Le tableau suivant donne la répartition des emplois par secteur d'activité en 2016 à Laval.

NOMBRE D'EMPLOIS PAR SECTEUR (milliers)

	EMPLOIS Oct. 2016	EMPLOIS Déc. 2015
SECTEUR DE LA PRODUCTION DE BIENS	32	36
Fabrication	20	20
Construction	12	14
Autres biens	-	2
SECTEUR DES SERVICES	187	160
Commerce	47	32
Soins de santé et assistance sociale	26	33
Services professionnels, scientifiques et techniques	19	18
Finance, assurances, immobilier et location	10	9
Information, culture et loisirs	6	5
Services d'enseignement	21	8
Administration publique	10	5
Transport et entreposage	15	14
Hébergement et restauration	11	20
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	14	8
Autres services	8	8
TOTAL	219	196

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, CANSIM 282-0124

Le nombre ainsi que la répartition des emplois démontrent que Laval bénéficie d'une structure économique saine, dynamique et diversifiée. Tout comme l'économie québécoise, l'économie lavalloise est dominée par le secteur tertiaire.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Le produit intérieur brut (PIB), qui équivaut à l'ensemble des biens et services produits dans le territoire au cours d'une année, a atteint près de 14 milliards en 2014 pour le territoire de Laval, ce qui constitue plus de 4 % du PIB du Québec.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE EN 2014

LAVAL		ÎLE DE MONTRÉAL		ENSEMBLE DU QUÉBEC	
M\$	Var. 1 an	M\$	Var. 1 an	M\$	Var. 1 an
13 800	2,6 %	118 772	2,9 %	340 773	2,3 %

Note : Données estimées

Source : Institut de la statistique du Québec

Le PIB de la région de Laval a connu une croissance annuelle moyenne de 3,8 % au cours des dix dernières années. Il s'agit d'une très bonne performance si on la compare à la hausse de 3 % qu'a enregistrée la région de Montréal pour cette période.

LES PERMIS DE CONSTRUCTION

Les tableaux suivants présentent le nombre ainsi que la valeur des permis de construction, pour la dernière année complète disponible, soit 2015.

NOMBRE DE PERMIS DE CONSTRUCTION PAR SECTEUR EN 2015

SECTEUR	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
Résidentiel	407	2 052	2 459
Commercial	16	295	311
Industriel	2	40	42
Institutionnel	2	100	102
TOTAL	427	2 487	2 914

Source : Ville de Laval, Service de l'urbanisme

VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION PAR SECTEUR EN 2015 (milliers de \$)

SECTEUR	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
Résidentiel	466 259	74 388	540 647
Commercial	30 936	63 409	94 345
Industriel	3 500	8 380	11 880
Institutionnel	209 459	50 555	260 014
TOTAL	710 154	196 732	906 886

Source : Ville de Laval, Service de l'urbanisme

La baisse observée depuis 2012 du nombre de logements ainsi que la valeur des permis de bâtir résidentiels émis dans la province de Québec se stabilisent. Depuis 2014, cette baisse se situe à 2 % pour l'ensemble de la province. Pour cette même période, la région de Laval enregistre plutôt une hausse de 2 % pour ce secteur. Ainsi, depuis le début de l'année, près de 300 permis ont été délivrés pour la construction de plus de 1 000 logements dont la valeur totalise plus de 250 M\$.

Les données préliminaires provenant du mois d'octobre confirment la vigueur du secteur de la construction résidentielle à Laval.

LE MARCHÉ DE LA REVENTE

Selon les dernières données disponibles publiées par la Chambre immobilière du Grand Montréal, le nombre de ventes enregistrées dans le secteur résidentiel est en hausse de 6 % pour la période de 12 mois terminée au 3^e trimestre de 2016 pour l'ensemble de la province.

Durant cette même période, le prix médian enregistré était en hausse de 1 % pour les maisons unifamiliales et les copropriétés. Au troisième trimestre de 2016, le prix médian d'une maison unifamiliale située sur le territoire de Laval était de 298 750 \$, comparativement à 410 000 \$ pour l'île de Montréal. Quant à la copropriété, le prix médian était de 217 000 \$ pour Laval et de 285 000 \$ pour l'île de Montréal.

Le marché immobilier a enregistré une saine progression au cours des trois premiers trimestres de 2016, assurant ainsi sa solidité.

LES CONDITIONS SUR LE MARCHÉ LOCATIF

En 2015, le taux d'inoccupation des logements privés à Laval a augmenté de 0,4 % pour se situer à 2,6 %. Selon les données de la Société canadienne d'hypothèque et de logement, il s'agit du meilleur taux enregistré pour un secteur de la région de Montréal et des autres regroupements métropolitains de la province.

Le taux d'inoccupation des espaces commerciaux a légèrement progressé au cours de la dernière année, passant de 13,2 % à 13,8 % pour la grande région de Montréal. Si le centre-ville de Montréal a été épargné, les villes situées en banlieue ont particulièrement été touchées. Le taux d'inoccupation dans ces villes s'élevait à 18 % au troisième trimestre de 2015. Laval n'a pas échappé à cette réalité, son taux se situant alors à 17,8 %.

Pour les immeubles industriels, le taux d'inoccupation était de 6,8 % à Laval pour la même période, soit sous celui de la grande région de Montréal (8 %).

LES INVESTISSEMENTS

L'année 2014 a été marquée par le retour du niveau des investissements sur le territoire lavallois au-dessus de la barre du milliard de dollars. Au cours des dix dernières années, 2013 demeure la seule année où ce seuil d'investissement n'aura pas été atteint. Les secteurs résidentiel et industriel continuent année après année à représenter une part importante de ces investissements.

Ces résultats fort appréciables démontrent bien toute la vigueur du milieu économique lavallois. En 2015, on dénombre 22 nouvelles entreprises qui sont venues s'implanter à Laval. Ces nouvelles implantations ont généré des investissements de 49 M\$ ainsi que la création de 110 emplois. Les entreprises locales ont quant à elles investi 302 M\$ dans divers projets d'expansion tout en permettant la création de plus de 1 600 emplois.

INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR EN 2014 ET EN 2015 (millions de \$)

SECTEUR	2014	2015	VARIATION
Industriel	551,6	350,2	-37 %
Commercial	77,2	91,8	19 %
Institutionnel	177,3	72,7	-59 %
Résidentiel	418,7	540,6	29 %
TOTAL	1 224,8	1 055,3	-14 %

PRINCIPALES HYPOTHÈSES UTILISÉES DANS LE PROCESSUS BUDGÉTAIRE

La préparation du budget se base sur des hypothèses d'indexation des revenus et des dépenses.

Ces hypothèses sont établies à partir de données réelles (conventions signées, contrats en cours, etc.), de projections (taux d'intérêt, indice des prix à la consommation, etc.) et de tendances historiques.

Bien que révisées tout au long du processus, ces hypothèses demeurent sujettes à des variations imprévisibles (augmentation du prix des ressources naturelles, des taux d'intérêt, de la croissance urbaine, etc.).

Les chiffres comparatifs du budget 2016 ont été redressés afin de tenir compte de diverses modifications de présentation et à des fins de comparaison.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES D'INDEXATION

Indice des prix à la consommation	2,0%
-----------------------------------	------

REVENUS

Croissance urbaine - Nouveaux immeubles	0,5%
---	------

DÉPENSES

Énergie	
Électricité	2,0%
Taux d'intérêt de la Banque du Canada	0,5%



**LES
REVENUS** **04**

L PORTRAIT BUDGÉTAIRE

L'augmentation de la charge fiscale en 2017 est de 1,4 % pour toutes les catégories d'immeubles. Cette croissance génère des revenus supplémentaires de 9,2 M\$.

Les nouveaux immeubles qui seront inscrits au rôle d'évaluation augmenteront les revenus de la taxe foncière générale et ceux des autres taxes ou tarifs (service de l'eau, disposition de la neige, transport en commun régional) de 3,5 M\$.

La majorité des tarifs des activités et services municipaux sont indexés à l'inflation, alors que les revenus de la taxe spéciale pour les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées demeurent stables à 15,3 M\$. Globalement, en 2017, en ajoutant les diverses autres sources de revenus détaillées dans les pages suivantes, les revenus totalisent 825 M\$, en comparaison à 807,7 M\$ en 2016. Il s'agit d'une croissance de 17,3 M\$, soit 2,1 %.

Les taux de taxes

L'année 2017 est la deuxième année du rôle triennal d'évaluation 2016-2018. La Ville a retenu en 2016 d'étaler sur trois ans la variation des valeurs. En conséquence, elle ajuste ses taux de taxes pour contrer globalement, à l'intérieur de chacune des catégories d'immeubles, les augmentations de valeur découlant du rôle.

Taux de la taxe foncière générale (par 100 \$ d'évaluation)

CATÉGORIES	TAUX 2017	TAUX 2016
Résiduelle (taux de base)	0,7384	0,7450
Immeubles de 6 logements et plus	0,8134	0,8370
Immeubles non résidentiels	3,0065	3,0760
Terrains vagues desservis	1,2700	1,3780

Les taux de la taxe spéciale pour les infrastructures d'eau potable et d'eaux usées sont également ajustés pour tenir compte de l'étalement et des variations de valeurs découlant du rôle triennal 2016-2018.

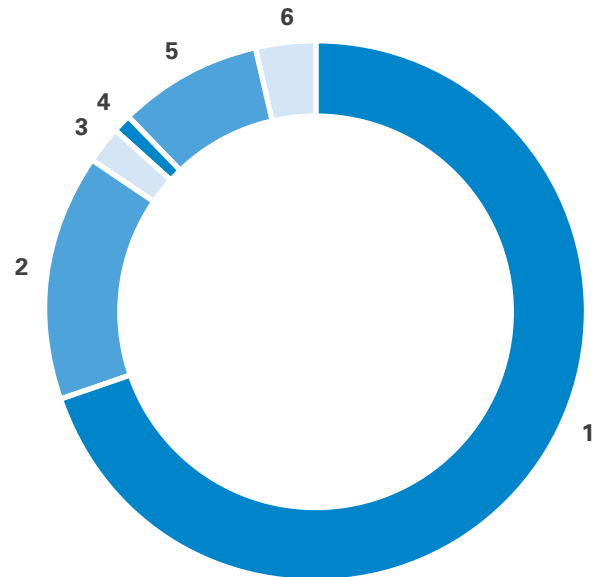
Taux de la taxe spéciale (par 100 \$ d'évaluation)

CATÉGORIES	TAUX 2017	TAUX 2016
Résiduelle (taux de base)	0,0224	0,0230
Immeubles de 6 logements et plus	0,0230	0,0240
Immeubles non résidentiels	0,0692	0,0720
Terrains vagues desservis	0,0385	0,0430

REVENUS DE FONCTIONNEMENT

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT

	2017 (%)	2016 (%)
1 Taxes sur la valeur foncière	69,8	69,8
2 Taxes sur une autre base	14,9	15,4
3 Paiements tenant lieu de taxes	2,1	2,2
4 Services rendus	1,2	0,9
5 Autres revenus	8,5	8,3
6 Transferts	3,5	3,4



ÉTAT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
TAXES SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales selon taux variés		
Catégorie résiduelle	300,7	291,8
Immeubles non résidentiels	227,1	223,4
Immeubles de 6 logements et plus	24,4	23,4
Terrains vagues desservis	6,4	7,6
Taxes spéciales - Infrastructures d'eau potable et d'eaux usées		
Catégorie résiduelle	9,1	9,0
Immeubles non résidentiels	5,2	5,2
Immeubles de 6 logements et plus	0,7	0,7
Terrains vagues desservis	0,2	0,3
Autres taxes		
Terrains vagues non desservis	2,0	2,4
Remembrement agricole	0,3	0,3
	576,1	564,1
TAXES SUR UNE AUTRE BASE		
Tarifification pour services municipaux		
Service de l'eau	58,6	59,7
Taxes de secteur		
Service de dette	19,2	20,1
Autres		
Infrastructures	2,2	2,2
Services centralisés d'appels d'urgence	2,8	2,5
Contrôle biologique des moustiques	1,3	1,3
Ramassage, transport et disposition de la neige	20,8	20,4
Transport en commun régional	18,4	18,2
	123,3	124,4
TOTAL DES TAXES	699,4	688,5

ÉTAT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement		
Taxes générales		
Immeubles non résidentiels	1,4	1,4
Taxes foncières - TVD	0,1	0,1
Taxes spéciales et tarifications	0,1	0,1
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	3,8	3,8
Cégeps et universités	1,9	1,9
Écoles secondaires	4,0	4,0
Écoles primaires	2,4	2,4
	13,7	13,7
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Taxes générales		
Immeubles non résidentiels	3,2	3,2
Taxes spéciales et tarifications	0,5	0,5
	3,7	3,7
TOTAL DES PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	17,4	17,4

ÉTAT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Évaluation	-	0,1
Application de la loi	0,3	0,3
Autres		
Loyers - Immeubles	4,0	1,9
Autres	0,2	0,2
Sécurité publique		
Police		
Autres	1,2	1,0
Incendie	-	-
Transport		
Voirie	0,2	0,2
Enlèvement de la neige	0,3	0,3
Hygiène du milieu		
Réseau d'égouts	0,6	0,2
Matières résiduelles	0,3	0,4
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	0,1	0,1
Promotion et développement	0,1	0,2
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Camps de jour	1,7	1,6
Autres	0,9	1,1
TOTAL DES SERVICES RENDUS	9,9	7,6

ÉTAT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
IMPOSITIONS DE DROITS		
Licences et permis	6,1	6,3
Droits de mutation immobilière	25,9	25,9
Autres	0,5	0,5
TOTAL DES IMPOSITIONS DE DROITS	32,5	32,7
AMENDES ET PÉNALITÉS		
	17,2	17,1
INTÉRÊTS		
Réserves financières et fonds réservés	6,1	5,2
Autres	9,0	7,2
TOTAL DES INTÉRÊTS	15,1	12,4
AUTRES REVENUS		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	0,6	0,6
Autres	4,3	4,0
TOTAL DES AUTRES REVENUS	4,9	4,6

ÉTAT DES REVENUS DE FONCTIONNEMENT - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
TRANSFERTS		
Transferts de droits		
Compensation pour la collecte sélective	6,0	5,8
Programme d'aide financière aux MRC (FDT)	1,7	1,7
Autres	4,2	4,1
	11,9	11,6
Transferts relatifs à des ententes de partage de frais et autres transferts		
Sécurité publique - Police	0,7	0,5
Transport		
Réseau routier - Voirie municipale	0,4	0,5
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	5,1	4,5
Réseau de distribution de l'eau potable	2,4	2,0
Traitement des eaux usées	0,3	0,3
Réseau d'égouts	1,3	1,4
Élimination des déchets	3,6	3,5
Santé et bien-être	0,2	0,2
Aménagement, urbanisme et développement		
Autres	0,3	0,5
Loisirs et culture		
Activités récréatives	0,9	0,9
Activités culturelles - Bibliothèques	0,9	1,1
Activités culturelles - Autres	0,6	0,4
	16,7	15,8
TOTAL DES TRANSFERTS	28,6	27,4
TOTAL - REVENUS DE FONCTIONNEMENT	825,0	807,7



**LES
DÉPENSES**

05

L PORTRAIT BUDGÉTAIRE

Les dépenses et autres activités de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de 2017 sont en hausse de 1,5 %, soit 10 M\$ de plus par rapport à 2016 pour s'établir à 691,5 M\$.

La croissance de la rémunération et des avantages sociaux représentent 5,9 M\$ ou 0,7 % du budget précédent.

Les dépenses concernant le transport collectif sont augmentées de 5,1 M\$, pour un total de 75,2 M\$.

Selon les cinq axes de la Vision stratégique, le budget 2017 comporte plusieurs ajouts et améliorations de services, dont voici les points majeurs :

VIVANTE DE NATURE

- Élargissement de la collecte des matières organiques à 20 000 portes additionnelles (0,9 M\$) pour un total de plus de 38 000 portes desservies.
- Poursuite de la Politique de l'arbre visant la reprise par la Ville de l'entretien des arbres sur son emprise (0,4 M\$). Embellissement des entrées de la ville par la plantation massive de fleurs et leur entretien (0,4 M\$).
- Augmentation récurrente du budget pour les contrats d'entretien des systèmes de réfrigération des arénas et des systèmes des usines de filtration et des stations de pompage (0,5 M\$).
- Participation de la Ville au « Pacte des maires » visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et partenariat avec le Conseil régional de l'environnement de Laval (0,1 M\$).
- Subvention pour la conversion à l'électricité des systèmes de chauffage au mazout (0,1 M\$), déploiement d'un service d'écocentre mobile (0,2 M\$) en attente de l'aménagement d'écocentres permanents et récupération et traitement des appareils de réfrigération résidentiels (0,1 M\$).

SÉDUISANTE DE NATURE

- Rafraîchissement du marquage sur chaussée afin d'assurer la sécurité des utilisateurs du réseau routier (0,2 M\$).
- La contribution à la STL est de 70,1 M\$, soit une augmentation de 4,7 M\$ par rapport à 2016. Le budget de la contribution à la Communauté métropolitaine de Montréal se chiffre à 9 M\$, en hausse de 0,4 M\$.

HUMAINE DE NATURE

- Mise en valeur, promotion et soutien logistique lors des activités entourant l'ouverture officielle de la Place Bell, prévue pour septembre 2017 (0,6 M\$).
- Création d'une unité d'enquête en exploitation sexuelle (0,3 M\$) pour lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes.
- Mise en place d'un programme de gestion des risques industriels afin de développer une démarche intégrée en prévention et intervention en sécurité civile (0,1 M\$).
- Poursuite du déploiement par le Service de sécurité incendie du schéma de couverture de risques (0,8 M\$).
- Ajout d'une course de distance marathon afin de compléter le programme d'activités de la Grande Fête des pompiers (0,2 M\$).
- Élargissement aux résidents en chambre du programme de soutien à domicile des personnes âgées de 65 ans et plus (1,7 M\$).

ENTREPRENANTE DE NATURE

- Programme d'appui à des initiatives favorisant le démarrage et le développement d'entreprises innovantes (0,3 M\$) et poursuite des fonds Jeunes Promoteurs et Économie Sociale (0,4 M\$).
- Programme de revitalisation visant à promouvoir la construction résidentielle du secteur métro de la Concorde (remboursement de droits de mutation) (0,3 M\$).

ENGAGÉE DE NATURE

- Poursuite de l'internalisation du Service des affaires juridiques (0,5 M\$) et réduction équivalente des honoraires juridiques. De plus, une équipe temporaire est créée afin de supporter les avocats en place pour faire face aux nombreuses poursuites devant être intentées dans le cadre de la Loi visant la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics.
- Augmentation du budget consacré aux mesures d'apaisement de la circulation afin que les citoyens adoptent des comportements favorisant leur protection et leur confort dans leurs milieux de vie (0,9 M\$).
- Internalisation au Service de l'ingénierie et au nouveau Service de la gestion des immeubles (0,4 M\$), issus de la segmentation du Service des travaux publics.
- Développement et mise en application d'un futur code du logement (0,1 M\$) et d'une politique d'habitation et administration des programmes d'aide à l'habitation (0,1 M\$).
- Renforcement de l'équipe des achats et de la gestion contractuelle afin d'augmenter la capacité de réalisation du Service (0,3 M\$).

Les virements et les affectations

Le paiement comptant des immobilisations est en hausse de 20 M\$. Cette stratégie financière contribue à supporter les investissements à long terme de la Ville en réduisant d'autant le recours à l'emprunt.

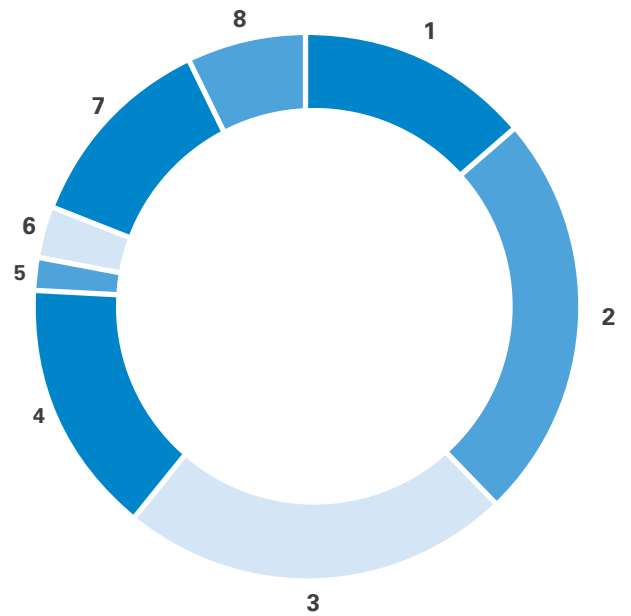
Une affectation de 4,8 M\$ servira à financer des projets non récurrents, tels que certaines dépenses liées aux mesures d'apaisement de la circulation, ainsi qu'une campagne de marketing territoriale afin de positionner Laval comme ville en plein essor où il fait bon vivre, travailler et se divertir.

Les virements aux réserves financières pour le renouvellement des infrastructures de l'eau potable et des eaux usées, pour les projets urbains structurants et la réfection des infrastructures, pour le traitement des matières résiduelles et pour les honoraires professionnels, sont en hausse de 0,6 M\$, totalisant 34,6 M\$ en 2017.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION

	2017 (%)	2016 (%)
1 Administration générale	14,0	13,8
2 Sécurité publique	23,7	24,0
3 Transport	23,9	23,3
4 Hygiène du milieu	15,0	15,3
5 Santé et bien-être	2,0	1,7
6 Aménagement, urbanisme et développement	3,3	3,3
7 Loisirs et culture	12,0	11,5
8 Frais de financement	6,1	7,1



ÉTAT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION ET ACTIVITÉ

(millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
Conseil	5,9	5,8
Application de la loi	13,6	12,9
Gestion financière et administrative	41,3	40,8
Greffe	7,4	5,0
Évaluation	12,4	12,4
Gestion du personnel	11,6	12,4
Autres	4,8	4,7
	97,0	94,0
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
Police	115,0	115,7
Sécurité incendie	44,1	43,9
Sécurité civile	0,7	0,6
Autres	4,2	3,7
	164,0	163,9
TRANSPORT		
Réseau routier		
Voirie municipale	34,1	34,4
Enlèvement de la neige	41,8	41,2
Éclairage des rues	5,8	5,7
Circulation et stationnement	8,2	7,3
Transport collectif	75,3	70,1
	165,2	158,7
HYGIÈNE DU MILIEU		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15,9	15,9
Réseau de distribution de l'eau potable	12,4	13,4
Traitement des eaux usées	19,5	19,5
Réseau d'égouts	13,4	13,7
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés		
Collecte et transport	7,2	8,4
Élimination	12,0	11,6
Matières recyclables		
Collecte et transport	8,5	8,5
Tri et conditionnement	0,5	0,3
Matières organiques		
Collecte et transport	1,3	0,6
Traitement	0,7	0,2
Matériaux secs	0,9	1,0
Protection de l'environnement	3,9	3,7
Autres	7,6	7,2
	103,8	104,0

ÉTAT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR FONCTION ET ACTIVITÉ - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE		
Logement social	5,7	5,0
Autres	8,3	6,8
	14,0	11,8
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT		
Aménagement, urbanisme et zonage	13,3	13,0
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	0,7	0,4
Autres biens	-	0,1
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	7,9	7,4
Tourisme	0,4	0,4
Enseignement et sciences	0,8	1,0
	23,1	22,3
LOISIRS ET CULTURE		
Activités récréatives		
Centres communautaires	4,3	4,2
Patinoires intérieures et extérieures	10,1	9,2
Piscines, plages et ports de plaisance	5,5	5,7
Parcs et terrains de jeux	23,2	22,7
Autres	4,9	3,6
Activités culturelles		
Centres communautaires	1,8	2,3
Bibliothèques	20,3	20,1
Autres	12,4	10,9
	82,5	78,7
FRAIS DE FINANCEMENT		
Dettes à long terme		
Intérêts	27,4	25,7
Autres frais	1,4	1,4
Autres frais de financement		
Avantages sociaux futurs	11,9	19,9
Autres	1,2	1,1
	41,9	48,1
TOTAL - DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	691,5	681,5

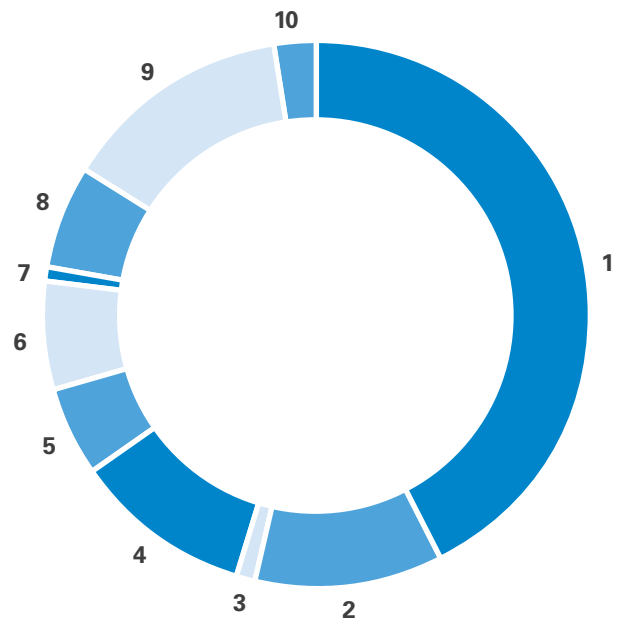
ÉTAT DES ÉLÉMENTS DE CONCILIATION À DES FINS FISCALES (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME	74,1	77,0
AFFECTATIONS		
Paiement comptant des immobilisations, fonds réservés et réserves financières	60,6	44,3
Excédent de fonctionnement affecté	(4,8)	(4,1)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans le futur	4,5	12,1
Service de dette	(0,9)	(3,1)
	59,4	49,2
TOTAL DU BUDGET	825,0	807,7

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

RÉPARTITION EN POURCENTAGE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

	2017 (%)	2016 (%)
1 Rémunération	42,7	41,3
2 Charges sociales	11,0	12,3
3 Transport et communication	1,1	1,2
4 Services professionnels, techniques et autres	10,6	10,7
5 Location, entretien et réparation	5,3	5,0
6 Biens non durables	6,3	6,4
7 Biens durables	0,8	1,1
8 Frais de financement	6,1	7,1
9 Contributions à des organismes	13,6	12,8
10 Autres objets	2,5	2,1



ÉTAT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
RÉMUNÉRATION	295,2	281,7
CHARGES SOCIALES	76,0	83,6
TRANSPORT ET COMMUNICATION	7,9	7,8
SERVICES PROFESSIONNELS, TECHNIQUES ET AUTRES		
Honoraires professionnels	17,5	16,6
Services techniques	48,3	48,5
Autres	7,7	7,8
	73,5	72,9
LOCATION, ENTRETIEN ET RÉPARATION		
Location	13,4	12,4
Entretien et réparation	23,2	22,0
	36,6	34,4
BIENS NON DURABLES		
Fourniture de services publics	15,6	15,3
Autres biens non durables	27,7	28,6
	43,3	43,9
BIENS DURABLES		
Travaux de construction	0,4	0,6
Achats de biens	5,5	6,8
	5,9	7,4
FRAIS DE FINANCEMENT		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge :		
de la Ville et des organismes périmunicipaux	24,9	24,4
des gouvernements du Québec et du Canada	3,9	2,7
Autres frais de financement	13,1	21,0
	41,9	48,1

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET - SUITE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
CONTRIBUTIONS À DES ORGANISMES		
Organismes municipaux	79,2	74,0
Organismes gouvernementaux	5,7	5,3
Autres organismes	9,1	8,0
	94,0	87,3
AUTRES OBJETS		
Créances douteuses ou irrécouvrables	0,5	0,5
Autres	16,7	13,9
	17,2	14,4
TOTAL DES DÉPENSES	691,5	681,5

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE

ÉTAT DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR UNITÉ ADMINISTRATIVE (millions de \$)

	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
DIRECTION		
Conseil municipal et comité exécutif	5,2	5,1
Direction générale	5,3	5,2
	10,5	10,3
SERVICES		
Achats et gestion contractuelle	7,9	7,7
Affaires juridiques	12,2	12,0
Communications et marketing	10,4	10,0
Culture, loisirs, sport et développement social	53,2	51,2
Développement économique	8,4	8,2
Environnement	74,2	74,3
Évaluation	11,4	11,4
Finances	36,6	33,2
Gestion des immeubles	22,1	20,0
Greffe	5,7	4,0
Ingénierie	15,1	14,1
Police	109,0	109,4
Ressources humaines	10,4	11,2
Sécurité incendie	40,3	40,3
Systèmes et technologies	21,5	22,0
Travaux publics	98,6	98,1
Urbanisme	11,8	11,2
	548,8	538,3
BUREAUX		
Grands projets	2,5	2,6
Juges	1,1	1,1
Ombudsman	0,3	0,3
Régime des rentes	0,9	0,7
Vérificateur général	1,3	1,3
	6,1	6,0
PARTICIPATION - ORGANISMES MUNICIPAUX ET GOUVERNEMENTAUX		
Communauté métropolitaine de Montréal	9,0	8,6
Transport en commun	75,2	70,1
	84,2	78,7
FRAIS DE FINANCEMENT	41,9	48,1
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT - FINANCÉES À LONG TERME	-	0,1
TOTAL DES DÉPENSES	691,5	681,5

**PROGRAMME TRIENNAL
D'IMMOBILISATIONS
2017-2019**

06



FAITS SAILLANTS

Le programme triennal d'immobilisations regroupe un ensemble de programmes et de projets d'investissements que la Ville de Laval compte réaliser ou entreprendre au cours des trois prochaines années.

Le programme triennal d'immobilisations 2017-2019 prévoit des investissements totaux de 944,5 M\$, soit 323,6 M\$ en 2017, 306,2 M\$ en 2018 et 314,7 M\$ en 2019. Ces investissements sont répartis entre la protection et la réhabilitation des actifs existants (43,9 %) et le développement des infrastructures (56,1 %).

La Ville de Laval concilie les qualités du milieu urbain et celles des milieux naturels du territoire dans une perspective durable. L'aménagement de nouveaux parcs et de berges, incluant un pavillon d'accueil, la réfection et la mise aux normes des parcs existants, l'ajout ou la mise aux normes d'équipements dans certains parcs, dont au Centre de la nature, la construction de chalets de parc, l'aménagement de boisés, la plantation d'arbres afin de contrer les effets des îlots de chaleur et la revitalisation des entrées de la ville font partie de ses priorités, avec des investissements totalisant 97,3 M\$.

La Ville assumera également le développement d'un centre-ville animé et attirant, et de quartiers où il fait bon vivre (36,4 M\$). Elle misera sur des aménagements urbains et des services qui favorisent le lien entre les citoyens et la nature, et qui préservent la biodiversité des milieux naturels. Ainsi, elle investira dans une usine de biométhanisation et de compostage et dans l'aménagement d'un écocentre. À terme, il s'agit d'investissements de plus de 140 M\$. Elle investira également 163,9 M\$ dans la réfection des stations d'eau potable, des usines d'épuration et des stations de pompage ainsi que dans le contrôle des surverses.

Afin d'assurer une mobilité efficace, active et durable, la Ville développera son réseau cyclable et piétonnier (23,2 M\$). Parmi les mesures d'apaisement de la circulation, elle aménagera des trottoirs et plantera de nouveaux feux de circulation ou autres signalisations à des endroits stratégiques, pour des investissements totaux de 18,8 M\$. De plus, la Ville investira 54,4 M\$ dans la réfection du réseau routier, des viaducs, des ponts et des ponceaux. Elle offrira un cadre de vie encourageant la construction de divers types d'habitations en investissant 15,8 M\$ dans le quartier Val-Martin, entre autres pour la construction d'un pôle communautaire. Tous ces éléments permettront le réaménagement de certains quartiers en des milieux de vie sains et attrayants.

La Ville de Laval agit en leader du développement social et culturel. Afin de soutenir l'engagement des citoyens dans la vie culturelle, sociale, sportive et dans les loisirs, Laval investira dans la réfection des arénas Mike-Bossy et Hartland-Monahan en y investissant 13,3 M\$. Elle investira également dans la réfection des bibliothèques Multiculturelle et Philippe-Panneton, dans la construction d'une bibliothèque centrale et, afin d'améliorer la qualité des services offerts par les bibliothèques, le projet de modernisation du système de prêt et de retour des documents sera finalisé, pour un total de 9,7 M\$. La construction d'un centre animalier (15 M\$), de deux centres communautaires (12,5 M\$), un à Sainte-Dorothée et un au parc de Lausanne, d'un centre de services de proximité de l'Est dans Saint-François (5,3 M\$) ainsi que la rénovation de plusieurs centres communautaires existants (4,9 M\$) font également partie des projets pour les trois prochaines années. La Ville commencera également en 2018 la construction d'un centre de création artistique en y investissant 19,1 M\$. Elle investira 15,8 M\$ dans des infrastructures aquatiques par la rénovation des piscines Wilfrid-Pelletier, Berthiaume-Du Tremblay, Prévost, Honoré-Mercier, Val-des-Arbres, Chénier et Jacques-Bourdon, et par l'aménagement de jeux d'eau aux parcs Saint-Édouard, des Trembles, Renaissance et des Saules. Elle investira également dans la construction d'un complexe aquatique, un investissement de plus de 60 M\$ à terme.

Pour préserver la sécurité des citoyens sur l'ensemble du territoire, la Ville de Laval investira 17,9 M\$ dans la construction de trois casernes de pompiers (Pont-Viau, Saint-François et Laval-Ouest). Elle commencera également la construction d'un nouveau poste de gendarmerie dans l'ouest de la ville pour le Service de police, le tout représentant, à terme, un investissement de 30 M\$.

La Ville de Laval soutient le développement d'une économie prospère, durable, compétitive et d'avant-garde, tel qu'en font foi les investissements de plus de 90 M\$ pour des infrastructures dans de nouveaux secteurs. Ces travaux concernent, entre autres, la construction ou le prolongement de nouvelles rues dans différents secteurs de la ville. Ces investissements permettront de stimuler la croissance de l'entrepreneuriat local et de développer les secteurs économiques porteurs et émergents.

Afin de supporter une organisation agile, éthique, transparente et axée sur les citoyens, qui permet la réalisation de ce programme et d'offrir une prestation de services exemplaire, la Ville de Laval investira 175 M\$ sur trois ans dans ses équipements de soutien et bâtiments administratifs.

PRINCIPAUX PROJETS

Parmi les investissements prévus, voici les principaux projets qui seront réalisés ou entrepris d'ici 2019 :

- Usine de biométhanisation et de compostage
- Complexe aquatique
- Centre-ville
- Centre animalier
- Bibliothèque centrale
- Construction de la caserne de pompiers 5
- Construction de la caserne de pompiers 6
- Centre d'interprétation des biosciences Armand-Frappier
- Projet Val-Martin
- Centre de proximité de l'Est
- Revitalisation du secteur du métro de la Concorde
- Berge des Baigneurs et construction d'un pavillon d'accueil
- Pavillon d'accueil du parc de la Rivière-des-Mille-Îles
- Centre communautaire Sainte-Dorothée
- Centre communautaire parc de Lausanne
- Construction d'installations d'athlétisme
- Échangeur Val-des-Brises
- Rénovation des arénas
- Renouvellement de la ferme et mise à niveau du Centre de la nature

PRINCIPAUX PROGRAMMES

Parmi les investissements prévus, voici les principaux programmes qui seront réalisés :

- Mesures d'apaisement de la circulation
- Contrôle des surverses
- Mobilité active et mobilité durable
- Réhabilitation d'égouts et d'aqueduc
- Réfection des structures (ponts, viaducs, ponceaux)
- Acquisition de milieux naturels
- Plantation - réduction des îlots de chaleur
- Maintien des espaces publics
- Réfection et mise aux normes des équipements aquatiques

PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS

SOMMAIRE DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS

(millions de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL
VIVANTE DE NATURE				
Nouveaux parcs	11,3	3,5	3,0	17,8
Ajout d'équipements de parcs	1,1	4,3	4,8	10,2
Chalets de parcs	0,7	1,5	1,0	3,2
Réfection et mises aux normes de parcs	4,7	6,6	6,8	18,1
Aménagement de boisés	2,0	12,8	5,1	19,9
Berges	9,8	3,2	4,5	17,5
Mise à niveau du Centre de la nature	0,1	0,1	4,1	4,3
Réfection des stations d'eau potable	1,6	3,8	5,1	10,5
Réfection des usines d'épuration et postes de pompage	2,8	11,7	4,8	19,3
Réseau d'égouts et d'aqueduc	25,3	56,4	30,8	112,5
Surverses	9,0	6,4	6,2	21,6
Usine de biométhanisation et de compostage	1,5	5,2	21,9	28,6
Écocentres	0,1	0,4	4,0	4,5
Centre-ville	23,3	-	-	23,3
Revitalisation du secteur du métro de la Concorde	6,5	2,0	3,5	12,0
Revitalisation du secteur du métro Cartier	0,1	0,1	0,9	1,1
Réduction des îlots de chaleur	3,1	1,6	1,6	6,3
	103,0	119,6	108,1	330,7
SÉDUISANTE DE NATURE				
Projet Val-Martin	1,8	4,2	9,8	15,8
Réfection du réseau routier	3,9	3,2	15,6	22,7
Mobilité active - Pistes cyclables	9,1	7,0	7,1	23,2
Mesures d'apaisement - Circulation	6,9	4,3	7,6	18,8
Ponts - Viaducs	11,8	6,6	13,3	31,7
Enfouissement - Déplacement d'utilités publiques	3,3	0,7	0,4	4,4
	36,8	26,0	53,8	116,6

SOMMAIRE DU PROGRAMME TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS - SUITE (millions de \$)

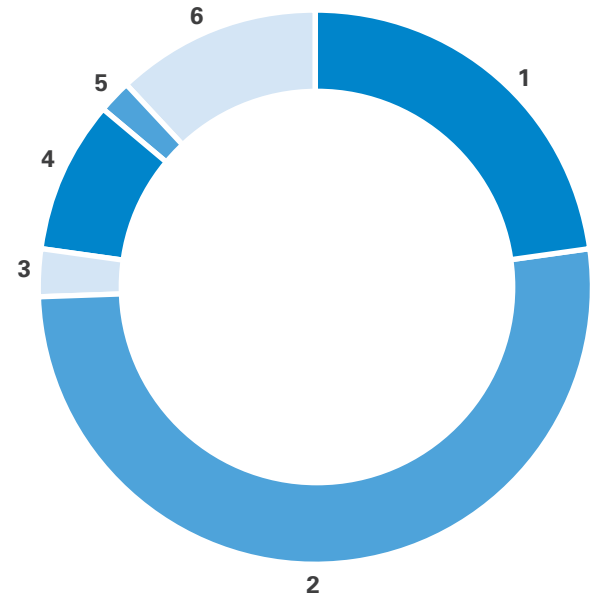
	2017	2018	2019	TOTAL
HUMAINE DE NATURE				
Arénas	7,3	6,0	-	13,3
Centre animalier	1,3	6,3	7,4	15,0
Centres communautaires	8,5	7,4	9,0	24,9
Bibliothèques	2,4	2,3	5,0	9,7
Musées et bâtiments patrimoniaux	0,7	4,8	5,9	11,4
Programme d'accessibilité aux bâtiments municipaux	0,1	0,3	1,0	1,4
Piscines	5,7	26,6	32,5	64,8
Jeux d'eau	1,1	1,5	-	2,6
Postes de police et casernes de pompiers	5,6	8,1	10,6	24,3
Véhicules - Service de police et sécurité incendie	9,1	6,0	6,8	21,9
Équipements - Service de police et sécurité incendie	4,8	1,2	0,7	6,7
	46,6	70,5	78,9	196,0
ENTREPRENANTE DE NATURE				
Développement immobilier	36,1	31,1	24,3	91,5
Acquisition de terrains à des fins de revente	24,7	5,0	5,0	34,7
	60,8	36,1	29,3	126,2
ENGAGÉE DE NATURE				
Dépôts à neige - Équipements disposition de la neige	0,4	5,0	-	5,4
Réfection de bâtiments	11,4	7,5	8,7	27,6
Membranes de toitures	2,6	4,5	4,0	11,1
Édifices administratifs et opérationnels	16,4	13,3	11,5	41,2
Véhicules	7,2	5,0	5,0	17,2
Équipements divers	10,6	8,0	8,3	26,9
Honoraires professionnels - Informatique	8,0	3,1	0,2	11,3
Honoraires professionnels - Ingénierie/Travaux publics	8,7	7,6	6,9	23,2
Autres	11,1	-	-	11,1
	76,4	54,0	44,6	175,0
TOTAL	323,6	306,2	314,7	944,5

ÉTAT DES INVESTISSEMENTS PAR CATÉGORIES D'ACTIFS (millions de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL	%
NOUVEAUX					
Égout et aqueduc	8,8	6,4	8,5	23,7	2,5
Traitement de l'eau - Usines et postes	2,0	-	-	2,0	0,2
Réseau routier, cyclable et piétonnier	24,6	13,2	20,7	58,5	6,2
Développement immobilier - Infrastructures	74,1	40,7	30,8	145,6	15,4
Parcs et espaces communautaires	58,8	26,9	22,0	107,7	11,4
Bâtiments	32,1	59,4	72,4	163,9	17,4
Hygiène du milieu	1,6	10,6	15,8	28,0	3,0
	202,0	157,2	170,2	529,4	56,1
RÉFECTIONS					
Égout et aqueduc	20,0	52,9	28,5	101,4	10,7
Traitement de l'eau - Usines et postes	4,5	15,4	19,3	39,2	4,2
Réseau routier, cyclable et piétonnier	13,4	10,5	24,9	48,8	5,2
Parcs et espaces communautaires	5,2	9,9	20,0	35,1	3,7
Bâtiments	25,5	26,3	23,8	75,6	8,0
Autres	1,0	0,2	0,2	1,4	0,1
	69,6	115,2	116,7	301,5	31,9
AUTRES (complémentaires aux nouveaux investissements et réfections)					
Véhicules et équipements connexes	16,3	11,0	11,8	39,1	4,1
Informatique, mobilier et équipements	27,0	15,2	9,1	51,3	5,4
Honoraires professionnels	8,7	7,6	6,9	23,2	2,5
	52,0	33,8	27,8	113,6	12,0
TOTAL	323,6	306,2	314,7	944,5	100

RÉPARTITION DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	2017 (M\$)	2017 (%)
1 Développement immobilier - Infrastructures	74,1	22,9
2 Équipements communautaires, opérationnels et administratifs	167,5	51,8
3 Honoraires professionnels	8,7	2,7
4 Réseau d'égouts et d'aqueduc	28,8	8,9
5 Traitement de l'eau - Usines et postes	6,5	2,0
6 Réseaux routier, cyclable et piétonnier	38,0	11,7
TOTAL	323,6	100,0



PROFIL DES INVESTISSEMENTS

En tout, 56,1 %, des investissements planifiés pour 2017-2019 seront affectés au développement des infrastructures, notamment à l'acquisition de nouveaux équipements et à la construction de nouvelles infrastructures. La portion restante des investissements, soit 43,9 %, seront destinés à la protection et à la réfection des éléments de l'actif existant, ainsi qu'au soutien opérationnel.

Les investissements municipaux sont affectés à plusieurs grandes catégories, dont 40 % seront consacrés aux infrastructures routières et aux infrastructures souterraines (378 M\$), incluant 15,4 % pour le développement de nouveaux secteurs (145,6 M\$).

Les bâtiments représentent une portion de 25,4 % des investissements totaux, soit la réfection des bâtiments existants (75,6 M\$) et la construction de nouveaux bâtiments (163,9 M\$).

Quant à eux, les parcs et espaces communautaires totalisent 142,8 M\$ et représentent 15,1 % des investissements.

Des investissements seront également consacrés à l'hygiène du milieu pour une portion de 3 %. Cette catégorie comprend l'usine de biométhanisation et de compostage des matières organiques, les bacs roulants, les dépôts à neige et les écocentres.

De plus, 4,4 % des investissements seront affectés au traitement de l'eau (usines et postes).

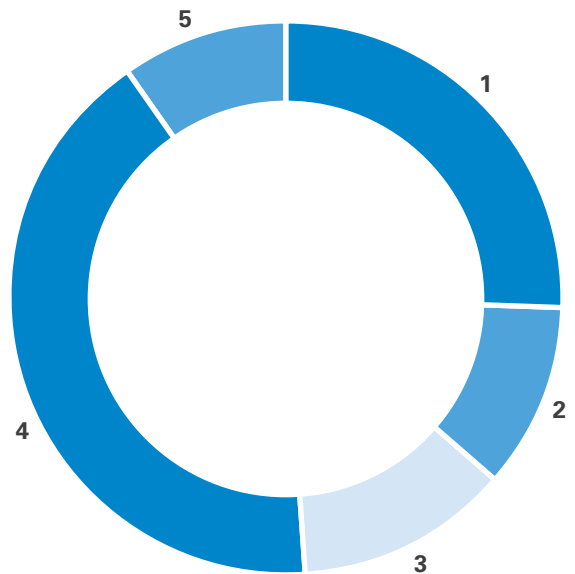
ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET MODES DE FINANCEMENT

(millions de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS				
Administration générale	23,5	33,6	32,0	89,1
Sécurité publique	21,1	16,8	21,7	59,6
Transport	85,3	69,5	75,0	229,8
Hygiène du milieu	87,4	99,5	88,2	275,1
Aménagement, urbanisme et développement	0,8	0,5	0,4	1,7
Loisirs et culture	105,5	86,3	97,4	289,2
	323,6	306,2	314,7	944,5
SOURCES DE FINANCEMENT EXTERNES				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	31,2	23,0	22,3	76,5
Contributions des promoteurs	35,0	20,0	16,4	71,4
Transferts gouvernementaux	40,5	67,4	35,4	143,3
	106,7	110,4	74,1	291,2
MONTANT À LA CHARGE DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	216,9	195,8	240,6	653,3
PAIEMENTS COMPTANT				
Affectations du budget de fonctionnement	30,0	30,0	30,0	90,0
Fonds de parcs	7,4	-	3,5	10,9
Projet des espaces verts	8,2	0,1	0,2	8,5
Autres fonds réservés	8,3	32,0	33,7	74,0
Réserve - Infrastructures désuètes et projets structurants	58,6	15,1	13,2	86,9
Réserve - Service de l'eau	12,5	15,3	27,0	54,8
Autres réserves financières et fonds de roulement	8,9	3,3	14,0	26,2
	133,9	95,8	121,6	351,3
EMPRUNTS À L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES	83,0	100,0	119,0	302,0

RÉPARTITION DU FINANCEMENT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	2017 (M\$)	2017 (%)
1 Financement à la charge de l'ensemble des contribuables	83,0	25,6
2 Contributions des promoteurs	35,0	10,8
3 Transferts et financement à la charge du gouvernement du Québec	40,5	12,5
4 Paiements comptant	133,9	41,4
5 Financement à la charge d'une partie des contribuables	31,2	9,6
TOTAL	323,6	100,0



ÉTAT DES TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX (millions de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL
TRANSFERTS				
Transport				
Réseau routier - Voirie municipale	11,3	20,7	9,2	41,2
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	-	1,0	2,7	3,7
Réseau de distribution de l'eau potable	6,3	23,1	9,4	38,8
Traitement des eaux usées	0,9	8,7	1,5	11,1
Réseaux d'égouts	7,5	6,6	1,1	15,2
Matières résiduelles - Tri et conditionnement	-	2,2	6,7	8,9
Loisirs et culture				
Activités récréatives	7,2	1,1	0,5	8,8
Activités culturelles - Bibliothèques	0,1	0,7	1,3	2,1
Activités culturelles - Autres	7,2	3,3	3,0	13,5
TOTAL DES TRANSFERTS GOUVERNEMENTAUX	40,5	67,4	35,4	143,3

L GESTION DE LA DETTE

Pour financer les dépenses brutes en immobilisations, atteignant 944,5M\$ pour les trois prochaines années, soit 323,6 M\$ en 2017, 306,2 M\$ en 2018 et 314,7 M\$ en 2019, différentes sources de financement sont prévues.

Les réserves financières, les fonds réservés et les affectations permettent de financer au comptant 351,3M\$ des investissements (133,9M\$ en 2017, 95,8M\$ en 2018 et 121,6M\$ en 2019).

Parmi ces diverses sources de financement, la Ville devra avoir recours à des emprunts pour les investissements subventionnés à long terme. Le coût de ces emprunts est à la charge de tiers. Ces subventions seront de l'ordre de 34,8M\$, soit 10,2M\$ en 2017, 17,9M\$ en 2018 et 6,7M\$ en 2019. De plus, elle recevra des subventions au comptant de 108,5M\$ (30,3M\$ en 2017, 49,5M\$ en 2018 et 28,7M\$ en 2019).

Les investissements dans les nouveaux secteurs seront supportés par les contributions des promoteurs (35 M\$ en 2017, 20 M\$ en 2018 et 16,4 M\$ en 2019) et les taxes de secteur (31,2M\$ en 2017, 23M\$ en 2018 et 22,3M\$ en 2019). Pour cette dernière source de financement, la Ville devra également avoir recours à des emprunts. Le coût de ces emprunts est à la charge d'une partie des contribuables.

Le solde des investissements à la charge des contribuables à financer par emprunts s'élève à 83M\$ en 2017, 100M\$ en 2018 et 119M\$ en 2019. Ainsi, le solde de la dette supporté par l'ensemble des contribuables sera de l'ordre de 565,1 M\$ à la fin de 2019.

ÉTAT DU COÛT DE LA DETTE 2017-2019 (millions de \$)

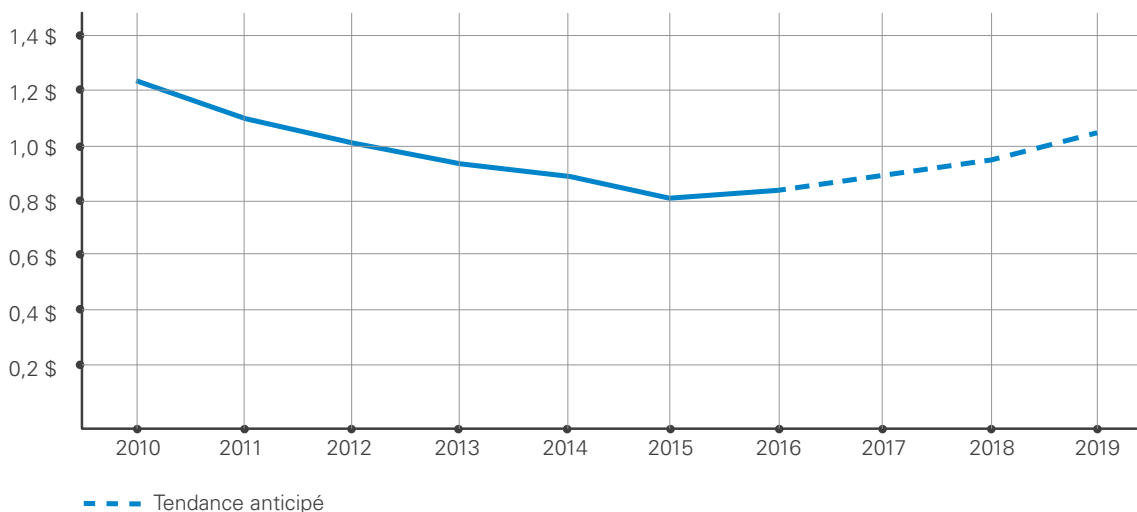
	2017	2018	2019
COÛT BRUT DE LA DETTE			
Intérêts et autres frais	27,4	27,7	26,8
Remboursement de capital	75,0	79,5	84,8
	102,4	107,2	111,6
Affectation au remboursement de la dette	(1,1)	(0,1)	(0,2)
Total - Coût brut de la dette	101,3	105,0	105,0
MOINS :			
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	19,1	19,5	20,1
Remboursements par transferts			
Capital	7,9	10,7	10,6
Intérêts	3,9	4,2	3,8
Prime (escompte) à l'émission	(1,4)	(1,3)	(1,3)
	29,5	33,1	33,2
TOTAL DU COÛT NET DE LA DETTE À LA CHARGE DES CONTRIBUABLES	71,8	74,0	78,2

ÉTAT DE L'ENDETTEMENT NET À LONG TERME À L'ENSEMBLE DES CITOYENS (millions de \$)

	2015 (Réel)	2016 (Projeté)	2017 (Projeté)	2018 (Projeté)	2019 (Projeté)
OBLIGATIONS, BILLETS ET AUTRES DETTES	684,7	678,0	738,6	749,3	755,0
Montants accumulés dans divers fonds	(5,2)	-	-	-	-
Surplus réservé - Remboursement de la dette	(4,3)	(1,2)	(0,3)	(0,2)	-
Montants non utilisés d'emprunts à long terme	(2,7)	-	-	-	-
Montants à recouvrer du gouvernement du Québec	(94,3)	(98,4)	(100,5)	(107,5)	(103,4)
	(106,5)	(99,6)	(100,8)	(107,7)	(103,4)
Dépenses nettes à financer à long terme	66,9	102,0	91,1	141,5	198,9
	(39,6)	2,4	(9,7)	33,8	95,5
MOINS :					
Montants recouvrables par les taxes de secteur	195,5	209,4	229,1	240,5	251,0
Récupération potentielle du déficit actuariel en vertu de la loi ⁽¹⁾	34,4	34,4	34,4	34,4	34,4
Endettement net à long terme à l'ensemble des citoyens	415,2	436,6	465,4	508,2	565,1
DETTE PAR HABITANT (EN \$)	967	1 003	1 067	1 164	1 296

⁽¹⁾ Ces montants seront récupérés à même les surplus futurs du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval

ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE PAR LA RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (/100\$ RFU)



PROGRAMMES ET PROJETS PAR SERVICE ET BUREAU

SERVICE DE L'ÉVALUATION (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Acquisition de terrains à des fins d'espaces verts	2 130,0	-	-	2 130,0	-	2 130,0
Acquisition de terrains et servitudes à des fins d'infrastructures	13 727,4	100,0	681,0	14 508,4	-	14 508,4
Acquisition de terrains à des fins de milieux naturels	2 000,0	5 000,0	5 000,0	12 000,0	-	12 000,0
Acquisition de terrains à des fins de revente	19 700,0	3 600,0	-	23 300,0	-	23 300,0
	37 557,4	8 700,0	5 681,0	51 938,4	-	51 938,4
PROJETS						
Servitudes pour l'optimisation des conditions d'écoulement et la renaturalisation du littoral du cours d'eau Papineau-Lavoie	765,0	-	-	765,0	-	765,0
Indemnités supplémentaires pour les expropriations	10 900,0	-	-	10 900,0	-	10 900,0
Système de gestion intégrée des transactions immobilières	600,0	200,0	-	800,0	-	800,0
Acquisition de terrains pour fins de consolidations - Centre Saint-Noël-Chabanel	-	700,0	-	700,0	-	700,0
Acquisition à des fins de parc au centre-ville	9 200,0	-	-	9 200,0	-	9 200,0
Acquisition à des fins de conservation du bois d'Édimbourg	-	2 900,0	-	2 900,0	-	2 900,0
Acquisition de terrains pour fins d'établissements scolaires	14 000,0	-	-	14 000,0	-	14 000,0
	35 465,0	3 800,0	-	39 265,0	-	38 500,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	73 022,4	12 500,0	5 681,0	91 203,4	-	90 438,4

SERVICE DU GREFFE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJETS						
GESD (Gestion électronique des sommaires décisionnels) - Phase 2	357,9	-	-	357,9	-	357,9
GID (Gestion intégrée des documents)	809,2	337,2	-	1 146,4	-	1 146,4
INVESTISSEMENTS TOTAUX	1 167,1	337,2	-	1 504,3	-	1 504,3

SERVICE DES SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Infrastructure numérique	1790,4	983,6	400,0	3 174,0	-	3 174,0
Téléphonie	900,0	900,0	778,9	2 578,9	-	2 578,9
Réseau de télécommunication - Sécurité	1849,4	1 015,0	1 015,0	3 879,4	-	3 879,4
Informatique personnelle	1 376,6	653,3	520,0	2 549,9	-	2 549,9
	5 916,4	3 551,9	2 713,9	12 182,2	-	12 182,2
PROJETS						
Acquisition et implantation d'un progiciel de gestion intégrée des documents	320,9	-	-	320,9	-	320,9
Optimisation et implantation de nouveaux systèmes pour la gestion des activités d'approvisionnement et la gestion de projet	960,0	967,5	-	1 927,5	-	1 927,5
Acquisition d'équipements, de progiciels et de logiciels informatiques pour le remplacement du PTI, de SGRE et du processus budgétaire	350,0	825,0	825,0	2 000,0	-	2 000,0
Infrastructure numérique	350,0	1 000,0	1 000,0	2 350,0	2 150,0	4 500,0
Implantation, développement et mise à niveau de systèmes et d'applications dans le cadre de la stratégie numérique pour le volet service aux citoyens, organismes et entreprises	650,0	200,0	1 380,0	2 230,0	-	2 230,0
Chefs de projet pour différents projets ainsi que main-d'œuvre temporaire pour le PPHT	1 322,0	-	-	1 322,0	-	1 322,0
Cosmodôme	500,0	1 000,0	1 000,0	2 500,0	-	2 500,0
	4 452,9	3 992,5	4 205,0	12 650,4	2 150,0	14 800,4
INVESTISSEMENTS TOTAUX	10 369,3	7 544,4	6 918,9	24 832,6	2 150,0	26 982,6

SERVICE DE POLICE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Véhicules - Police	4 437,0	2 766,0	2 598,0	9 801,0	-	9 801,0
Équipements - Police	1 519,0	854,0	362,0	2 735,0	-	2 735,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	5 956,0	3 620,0	2 960,0	12 536,0	-	12 536,0

SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMME						
Acquisition de terrains à des fins de revente	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	15 000,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	5 000,0	5 000,0	5 000,0	15 000,0	-	15 000,0

SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Véhicules - Sécurité incendie	4 684,5	3 269,0	4 230,0	12 183,5	-	12 183,5
Équipements - Sécurité incendie	3 250,1	300,0	300,0	3 850,1	-	3 850,1
INVESTISSEMENTS TOTAUX	7 934,6	3 569,0	4 530,0	16 033,6	-	16 033,6

SERVICE DE L'INGÉNIERIE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Réhabilitation d'égouts et d'aqueduc	18 584,7	49 045,9	21 021,4	88 652,0	-	88 652,0
Rénovation et mise aux normes des usines d'eaux usées	1 300,0	8 718,0	1 500,0	11 518,0	-	11 518,0
Rénovation et mise aux normes des stations de pompage	500,0	-	-	500,0	-	500,0
Contrôle des surverses	8 953,0	6 421,9	6 158,2	21 533,1	-	21 533,1
Réfection des structures (ponts, viaducs, ponceaux)	8 318,2	6 592,0	8 198,0	23 108,2	-	23 108,2
Réfection de chaussées (conservation)	1 758,4	3 105,0	5 604,0	10 467,4	-	10 467,4
Mobilité active et mobilité durable	9 083,5	7 290,0	7 360,5	23 734,0	-	23 734,0
Feux de circulation et équipements de gestion du trafic	732,2	660,0	1 176,9	2 569,1	-	2 569,1
Mesures d'apaisement de la circulation	5 311,0	3 650,0	5 514,5	14 475,5	-	14 475,5
Honoraires professionnels préliminaires - Ingénierie	7 288,8	6 212,7	5 723,0	19 224,5	-	19 224,5
	61 829,8	91 695,5	62 256,5	215 781,8	-	215 781,8
PROJETS						
Urbanisation du boulevard Saint-Martin entre la rue Fauteux et la 100 ^e Avenue	1 511,0	3 585,6	400,0	5 496,6	-	5 496,6
Services municipaux sur la rue Maurice-Gauvin	-	1 117,7	579,7	1 697,4	-	1 697,4
Travaux de sectorisation du réseau d'eau potable - Phase 1, secteur Sainte-Dorothée	300,0	-	-	300,0	-	300,0
Services municipaux sur une partie de la rue Léo-Lacombe entre le boulevard Cartier et l'avenue Ampère	3 000,0	540,0	-	3 540,0	-	3 540,0
Travaux municipaux sur la rue Évariste-Leblanc, le boulevard Notre-Dame et une partie de la 75 ^e et de la 79 ^e Avenue	-	4 100,0	1 556,7	5 656,7	-	5 656,7
Stabilisation des berges du boulevard des Mille-Îles entre les rues Paré et Buisson	-	-	6 000,0	6 000,0	11 861,9	17 861,9
Achat et implantation d'un système central pour la gestion dynamique des feux de circulation sur le territoire, incluant la communication	599,5	-	-	599,5	-	599,5
Travaux d'égout pluvial, de drainage et de reprofilage du cours d'eau Papineau-Lavoie entre l'A-13 et le boulevard Cléroux	40,6	-	-	40,6	-	40,6
Échangeur Val-des-Brises	3 000,0	-	8 000,0	11 000,0	15 000,0	26 000,0
Signalisation de parcs industriels et agricoles	-	-	1 700,0	1 700,0	-	1 700,0
Aménagement du parc agricole et de cours d'eau agricoles	-	-	1 000,0	1 000,0	500,0	1 500,0
	8 451,1	9 343,3	19 236,4	37 030,8	27 361,9	64 392,7
Infrastructures publiques	25 952,3	20 422,1	18 485,7	64 860,1	21 537,7	86 397,8
Maîtrise d'œuvre privée	10 000,0	12 000,0	12 000,0	34 000,0	-	34 000,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	106 233,2	133 460,9	111 978,6	351 672,7	48 899,6	400 572,3

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Aménagement de parcs (moins de 500 000 \$)	1 175,0	2 310,0	900,0	4 385,0	-	4 385,0
Plantation - Réduction des îlots de chaleur	3 114,0	1 600,0	1 600,0	6 314,0	-	6 314,0
Maintien des espaces publics	1 900,0	5 009,8	5 160,0	12 069,8	-	12 069,8
Équipements et mobilier urbain dans l'espace public	355,0	100,0	-	455,0	-	455,0
Remplacement de véhicules - Travaux publics et autres services	7 225,0	5 000,0	5 000,0	17 225,0	-	17 225,0
Réhabilitation d'égouts et d'aqueduc	300,0	300,0	300,0	900,0	-	900,0
Honoraires professionnels préliminaires - Travaux publics	500,0	500,0	500,0	1 500,0	-	1 500,0
	14 569,0	14 819,8	13 460,0	42 848,8	-	42 848,8
PROJETS						
Aménagement et restauration à la berge des Baigneurs	550,0	2 500,0	2 500,0	5 550,0	-	5 500,0
Aménagement de boisés	-	125,0	150,0	275,0	-	275,0
Aménagement du parc Le Boutillier - Phase 2	-	2 000,0	-	2 000,0	-	2 000,0
Mise en valeur du bois de la Source pour compensation environnementale	-	1 200,0	-	1 200,0	-	1 200,0
Équipements pour l'automatisation du transport de neige et de la machinerie et achat et mise à jour pour l'intégration du <i>Load scan</i>	370,0	-	-	370,0	-	370,0
Réaménagement des dépôts à neige (routes d'accès, bâtiments, barrières et autres travaux)	100,0	100,0	100,0	300,0	-	300,0
Aménagement d'un parc, secteur L'Orée-des-Bois	-	1 000,0	3 000,0	4 000,0	-	4 000,0
Aménagement de l'Espace Concorde	-	1 500,0	3 500,0	5 000,0	-	5 000,0
Aménagement et restauration de la berge aux Quatre-Vents	-	700,0	2 000,0	2 700,0	-	2 700,0
Travaux de rénovation et mise aux normes des aires et équipements de jeu sur le territoire lavallois, programme 2016-2017	2 200,0	1 000,0	1 000,0	4 200,0	-	4 200,0
Projet EAM	675,0	675,0	-	1 350,0	-	1 350,0
Aménagement d'un terrain de football synthétique	-	2 000,0	-	2 000,0	-	2 000,0
	3 895,0	12 800,0	12 250,0	28 945,0	-	28 945,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	18 464,0	27 619,8	25 710,0	71 793,8	-	71 793,8

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Rénovation et mise aux normes des usines d'eau potable	467,6	2 035,0	3 880,0	6 382,6	-	6 382,6
Rénovation et mise aux normes des usines d'eaux usées	757,5	377,5	457,5	1 592,5	-	1 592,5
Rénovation et mise aux normes des stations de pompage	270,0	731,3	446,3	1 447,6	-	1 447,6
Économie d'énergie et de développement durable dans les édifices municipaux	200,0	485,0	215,0	900,0	-	900,0
Remplacement des systèmes de contrôle, électroniques et électriques	1 031,0	3 320,0	3 045,0	7 396,0	-	7 396,0
	2 726,1	6 948,8	8 043,8	17 718,7	-	17 718,7
PROJETS						
Équipements en santé et sécurité - Usines de filtration, stations d'épuration et pompage - Phase 2	50,0	50,0	-	100,0	-	100,0
Implantation de chambres de mesure sectorielles sur le réseau de distribution d'eau potable/sectorisation	-	1 000,0	1 000,0	2 000,0	2 000,0	4 000,0
Achat de bacs roulants pour la biométhanisation et le compostage de matières organiques	1 100,0	1 900,0	1 900,0	4 900,0	1 900,0	6 800,0
Cheminées et traitement des odeurs sur le réseau d'interception	-	314,0	-	314,0	-	314,0
Aménagement d'un écocentre principal au centre du territoire lavallois	-	300,0	3 865,0	4 165,0	-	4 165,0
Déploiement, consolidation et sécurisation de la gestion centralisée des usines (CGU - Phase 3)	144,0	144,0	-	288,0	-	288,0
Modification de la chaîne solide de la station d'épuration La Pinière afin d'alimenter la nouvelle étape de biométhanisation	-	-	10 000,0	10 000,0	28 556,0	38 556,0
	1 294,0	3 708,0	16 765,0	21 767,0	32 456,0	54 223,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	4 020,1	10 656,8	24 808,8	39 485,7	32 456,0	71 941,7

SERVICE DE LA GESTION DES IMMEUBLES (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROGRAMMES						
Remplacement de membranes de toitures	2 650,0	4 500,0	4 300,0	11 450,0	-	11 450,0
Remplacement des fenêtres, portes et revêtements	350,0	450,0	1 900,0	2 700,0	-	2 700,0
Remplacement des systèmes électromécaniques	3 900,0	2 450,0	1 050,0	7 400,0	-	7 400,0
Mise aux normes et conformité CNESST	4 707,8	2 375,0	1 550,0	8 632,8	-	8 632,8
Économie d'énergie et développement durable dans les édifices municipaux	150,0	250,0	250,0	650,0	-	650,0
Rénovation des bâtiments municipaux - Autres	6 618,4	8 475,0	13 950,0	29 043,4	-	29 043,4
Remplacement de mobilier d'éclairage extérieur	200,0	300,0	300,0	800,0	-	800,0
Maintien des chemins d'accès et stationnements municipaux	1 300,0	350,0	3 400,0	5 050,0	-	5 050,0
Accessibilité pour personnes à mobilité réduite	100,0	550,0	600,0	1 250,0	-	1 250,0
Réfection et mise aux normes des équipements aquatiques	850,0	3 250,0	9 100,0	13 200,0	-	13 200,0
Équipements et mobilier urbain dans l'espace public	400,0	400,0	400,0	1 200,0	-	1 200,0
Honoraires professionnels préliminaires - Gestion des immeubles	850,0	850,0	650,0	2 350,0	-	2 350,0
	22 076,2	24 200,0	37 450,0	83 726,2	-	83 726,2
PROJETS						
Mise en place d'un système de gestion de carburants	274,8	-	-	274,8,0	-	274,8
Construction d'un centre communautaire au parc de Lausanne	4 500,0	1 000,0	-	5 500,0	-	5 500,0
Construction d'un chalet au parc Saint-Norbert	734,0	-	-	734,0	-	734,0
Rénovation majeure de l'aréna Hartland-Monahan	7 250,0	-	-	7 250,0	-	7 250,0
Aménagement de jeux d'eau aux parcs Saint-Édouard, des Trembles, Renaissance et des Saules	1 136,1	1 500,0	-	2 636,1	-	2 636,1
Construction du centre communautaire Sainte-Dorothée	2 500,0	4 500,0	-	7 000,0	-	7 000,0
Construction d'un chalet à la berge aux Quatres-Vents	-	-	1 000,0	1 000,0	-	1 000,0
Pavillon d'accueil du parc de la Rivière-des-Milles-Îles - Centre communautaire Sainte-Rose (centre Éco-Nature)	8 703,0	-	-	8 703,0	-	8 703,0
Rénovation au complexe André-Benjamin-Papineau (maison patrimoniale, Grangerit et bar)	-	2 500,0	2 500,0	5 000,0	-	5 000,0
Renouvellement de la ferme et mise à niveau du Centre de la nature	-	-	2 000,0	2 000,0	24 700,0	26 700,0

SERVICE DE LA GESTION DES IMMEUBLES - SUITE (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉ- RIEUR	TOTAL
PROJETS - SUITE						
Aménagement d'un espace multifonctionnel couvert au parc des Prairies	-	-	1 000,0	1 000,0	-	1 000,0
Système de sécurité dans les bâtiments municipaux	250,0	250,0	250,0	750,0	-	750,0
Acquisition nécessaire à des fins de dépôt de neiges usées	-	5 000,0	-	5 000,0	-	5 000,0
Construction d'un chalet au parc du Royal-22 ^e -Régiment	-	700,0	-	700,0	-	700,0
Construction d'un nouveau chalet au parc Couvrette	-	800,0	-	800,0	-	800,0
Travaux de rénovation majeure de l'aréna Mike-Bossy	-	6 000,0	-	6 000,0	-	6 000,0
Aménagement d'un toit pour le terrain de pétanque au parc de Lausanne	300,0	-	-	300,0	-	300,0
	25 647,9	22 250,0	6 750,0	54 647,9	24 700,0	79 347,9
INVESTISSEMENTS TOTAUX	47 724,1	46 450,0	44 200,0	138 374,1	24 700,0	163 074,1

SERVICE DE LA CULTURE, DES LOISIRS, DU SPORT ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJETS						
Mandats d'expertises professionnelles et acquisition d'une solution RFID pour les bibliothèques	1 216,2	-	-	1 216,2	-	1 216,2
Acquisition d'équipements pour les activités récréatives, culturelles et sportives	850,0	850,0	850,0	2 550,0	-	2 550,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	2 066,2	850,0	850,0	3 766,2	-	3 766,2

SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DU MARKETING (milliers de \$)


	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJET						
Requêtes citoyennes	3 067,7	908,2	223,6	4 199,5	-	4 199,5
INVESTISSEMENTS TOTAUX	3 067,7	908,2	223,6	4 199,5	-	4 199,5

BUREAU DES GRANDS PROJETS (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
PROJETS						
Usine de biométhanisation et de compostage des matières organiques	390,0	3 350,0	10 000,0	13 740,0	80 997,6	94 737,6
Construction de la caserne de pompiers 5	1 814,4	4 308,1	-	6 122,5	-	6 122,5
Centre de service de proximité de l'Est	303,5	500,0	4 500,0	5 303,5	5 350,0	10 653,5
Bibliothèque centrale	200,0	1 500,0	2 500,0	4 200,0	22 997,6	27 197,6
Place publique Pont-Viau	150,0	150,0	950,0	1 250,0	950,0	2 200,0
Centre animalier	1 340,0	6 330,0	7 404,5	15 074,5	-	15 074,5
Complexe aquatique	4 870,0	23 379,0	23 379,0	51 628,0	8 507,0	60 135,0
Centre d'interprétation des biosciences Armand-Frappier	656,1	2 332,0	3 393,7	6 381,8	2 089,7	8 471,5
Centre-ville : rue, stationnement, bretelle, pourtour	23 300,0	-	-	23 300,0	4 600,0	27 900,0
Construction d'un nouveau poste de gendarmerie dans l'ouest de la ville	100,0	100,0	1 000,0	1 200,0	28 800,0	30 000,0
Construction de la cour municipale	200,0	8 000,0	8 000,0	16 200,0	15 000,0	31 200,0
Construction d'un centre de création artistique	-	500,0	1 000,0	1 500,0	17 615,0	19 115,0
Construction de la caserne de pompiers 6	3 100,0	2 000,0	4 100,0	9 200,0	-	9 200,0
Construction d'installations d'athlétisme	200,0	500,0	4 800,0	5 500,0	500,0	6 000,0
Construction d'un pôle communautaire dans le quartier Val-Martin	1 760,0	100,0	8 300,0	10 160,0	-	10 160,0
Construction d'un bâtiment multifonctionnel	100,0	150,0	500,0	750,0	25 000,0	25 750,0
Construction de la caserne de pompiers 1	100,0	500,0	2 000,0	2 600,0	5 900,0	8 500,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	38 584,0	53 699,1	81 827,2	174 110,3	218 306,9	392 417,2

TOTAL (milliers de \$)

	2017	2018	2019	TOTAL 2017-2019	ULTÉRIEUR	TOTAL
Programmes	163 565,5	162 105,0	142 095,2	467 765,7	-	467 765,7
Projets	160 043,2	144 110,4	172 592,9	476 746,5	326 512,5	803 259,0
INVESTISSEMENTS TOTAUX	323 608,7	306 215,4	314 688,1	944 512,2	326 512,5	1 271 024,7



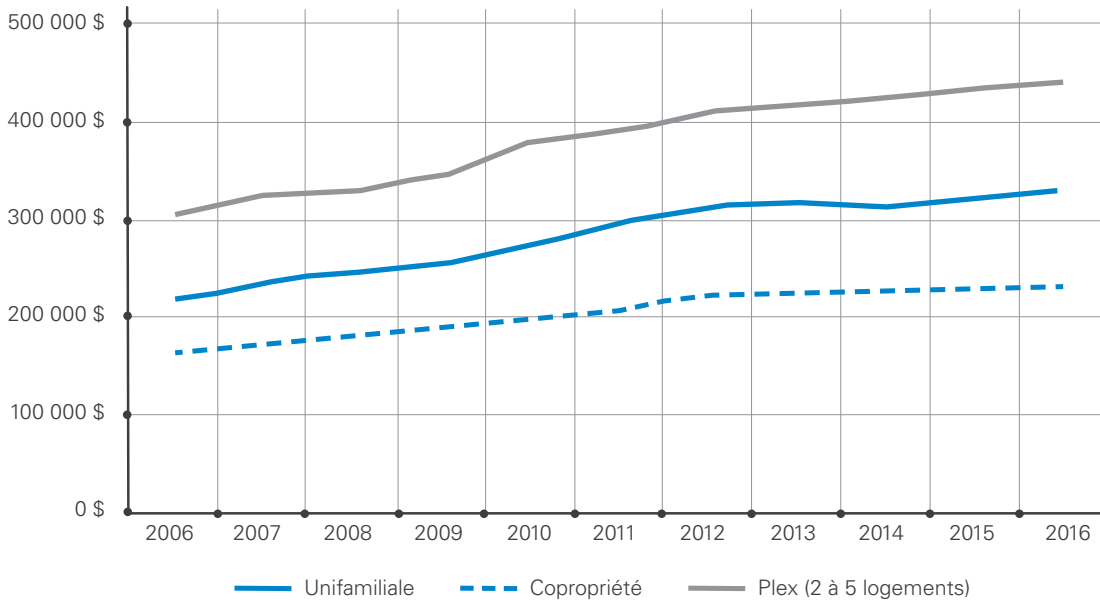
**STATISTIQUES
LAVALLOISES**

07

L

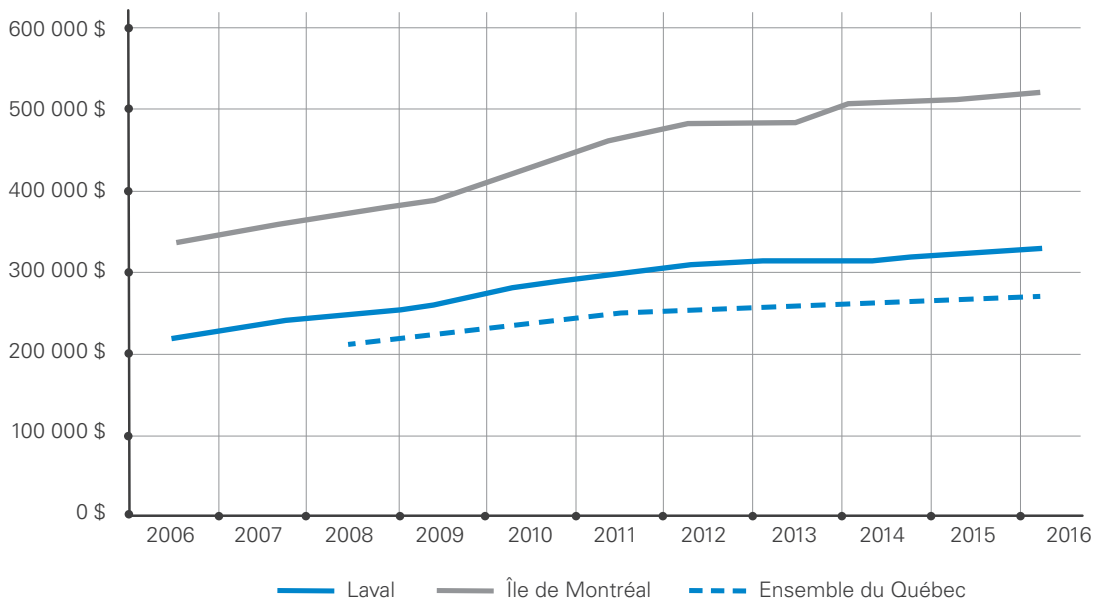
MARCHÉ DE LA REVENTE ET LOCATIF

PRIX MOYEN



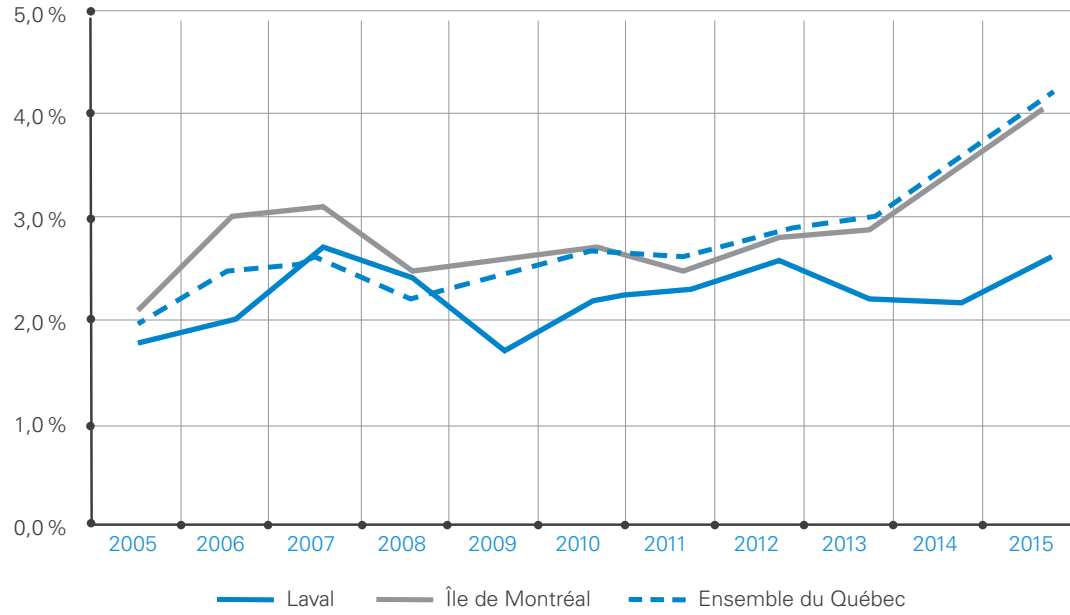
Note : Information pour 2016 en date du deuxième trimestre
Sources : Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

DE L'UNIFAMILIALE, PRIX MOYEN



Note : Information pour 2016 en date du deuxième trimestre
Données pour l'ensemble du Québec non disponibles pour les années antérieures à 2008
Sources : Chambre immobilière du Grand Montréal et FCIQ

ÉVOLUTION DU TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS (2005-2015)



Source : SCHL

INVESTISSEMENTS

ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES PERMIS DE CONSTRUCTION (millions de \$)

ANNÉE	NOUVEAUX PERMIS	AMÉLIORATIONS	TOTAL
2006	626,6	126,8	753,4
2007	767,3	199,3	966,6
2008	808,1	196,3	1 004,4
2009	625,8	203,2	829,0
2010	663,6	165,4	829,0
2011	661,9	132,2	794,1
2012	767,4	224,6	992,0
2013	437,4	298,1	735,5
2014	447,8	187,7	635,5
2015	710,1	196,7	906,8
Variation 2006-2015	13,3%	55,1%	20,4%
2016*	349,0	164,1	513,1

Note : * Du 1^{er} janvier au 31 octobre 2016
Source : Ville de Laval, Service de l'urbanisme

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEURS (millions de \$)

ANNÉE	RÉSIDENTIEL	COMMERCIAL	INDUSTRIEL	INSTITUTIONNEL	TOTAL
2006	518,2	149,6	556,3	256,1	1 480,2
2007	631,4	160,7	624,6	95,8	1 512,5
2008	746,5	164,4	676,3	114,9	1 702,1
2009	589,1	59,4	422,7	438,0	1 509,2
2010	649,4	115,3	417,4	168,3	1 350,4
2011	622,4	129,8	558,1	207,1	1 517,4
2012	659,9	183,6	506,0	148,7	1 498,2
2013	443,7	86,2	340,7	105,4	976,0
2014	418,7	77,2	551,6	177,3	1 224,8
2015	540,6	91,8	350,2	72,7	1 055,3

Source : Ville de Laval, Service du développement économique

ÉVOLUTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE (millions de \$)

	2017	2016	2015	2014
Résiduelle	40 516,5	38 965,0	37 319,0	34 984,5
Immeubles de 6 logements et plus	2 961,4	2 774,1	2 609,5	2 467,4
Terrains vagues desservis	537,2	570,3	566,9	568,2
Non résidentiel	6 659,1	6 386,3	6 043,8	5 645,2
Industriel	883,7	827,4	817,1	862,7

ÉVALUATION IMPOSABLE ESTIMÉE À DES FINS DE TAXATION (*)

	51 557,9	49 523,1	47 356,3	44 528,0
--	----------	----------	----------	----------

Source : Ville de Laval, Service de l'évaluation
(*) Après étalement des valeurs

AUTRES STATISTIQUES

ÉVOLUTION DE CERTAINS TAUX DE TAXATION ET DE TARIFICATION

	2017	2016	2015	2014
TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE, PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE (RÉGIME DES TAUX VARIÉS)				
Taux de base	0,7384 \$	0,7450 \$	0,7480 \$	0,7590 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,8134 \$	0,8370 \$	0,8570 \$	0,8690 \$
Immeubles non résidentiels	3,0065 \$	3,0760 \$	3,1340 \$	3,1020 \$
Terrains vagues desservis	1,2700 \$	1,3780 \$	1,4960 \$	1,5180 \$
TAUX DE LA TAXE FONCIÈRE SPÉCIALE - INFRASTRUCTURES D'EAU POTABLE ET D'EAUX USÉES, PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE				
Taux de base	0,0224 \$	0,0230 \$	0,0240 \$	0,0260 \$
Immeubles de 6 logements et plus	0,0230 \$	0,0240 \$	0,0250 \$	0,0270 \$
Immeubles non résidentiels	0,0692 \$	0,0720 \$	0,0750 \$	0,0790 \$
Terrains vagues desservis	0,0385 \$	0,0430 \$	0,0480 \$	0,0520 \$
TAXE SUR LES TERRAINS VAGUES NON DESSERVIS, PAR 100 \$ D'ÉVALUATION MUNICIPALE				
	0,5316 \$	0,6330 \$	0,7480 \$	0,7590 \$
TAUX DES SERVICES DE L'EAU				
Par logement et local	279 \$	279 \$	279 \$	279 \$
Par piscine creusée	55 \$	55 \$	55 \$	55 \$
Par piscine hors-terre	35 \$	35 \$	35 \$	35 \$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²) Min.: 40 \$ Max.: 550 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$	2,50 \$
Eau au compteur (par m ³)	0,9300 \$	0,9300 \$	0,8206 \$	0,7342 \$
TARIFICATION DU TRANSPORT RÉGIONAL				
Par logement	45 \$	45 \$	45 \$	45 \$
Par local au mètre carré (minimum 45 \$)	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$	1,51 \$
Terrains non exploités (par 92,9 m ²) Min.: 40 \$ Max.: 740 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$	2,15 \$
TARIFICATIONS PARTICULIÈRES				
Contrôle biologique des moustiques				
1 logement ou 1 local	30 \$	30 \$	30 \$	30 \$
Plus d'un logement	60 \$	60 \$	60 \$	60 \$
Golf	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$	2 500 \$
Disposition de la neige				
1 logement	223 \$	220 \$	216 \$	214 \$
Plus d'un logement et condominium	114 \$/log.	113 \$/log.	111 \$/log.	110 \$/log.
Mixte ou non résidentiel - au local	261 \$/local	258 \$/local	254 \$/local	251 \$/local
- au mètre linéaire	25,55 \$	25,26 \$	24,86 \$	24,60 \$

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS

(Employés et équivalent temps complet pour les banques d'heures)

	2017	2016	2015	2014
Maire et conseillers	22	22	22	22
Direction	59	61	58	54
Cadres	414	401	367	343
Professionnels et administratifs	380	350	297	254
Employés de bureau	925	911	887	848
Personnel récréatif et culturel	231	230	216	209
Manuels	691	688	685	667
Brigadiers	31	31	30	30
Policiers	568	565	565	543
Pompiers	277	276	271	262
TOTAL	3 598	3 535	3 398	3 232

ÉVOLUTION DE LA POPULATION

	2017	2016	2015	2014
Nombre estimé	440 900	435 200	429 400	418 500

Source : Institut de la statistique du Québec

**RENSEIGNEMENTS
SUPPLÉMENTAIRES**

08



L PÉRIMÈTRE COMPTABLE

Conformément aux principes comptables généralement reconnus, la Ville de Laval prépare un budget de fonctionnement ainsi qu'un programme d'immobilisations consolidé. Ils incluent les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

Le périmètre comptable d'un organisme municipal doit englober les organismes qui sont sous son contrôle.

Le contrôle se définit comme le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives d'un autre organisme de sorte que les activités de celui-ci procureront des avantages attendus à l'organisme municipal ou l'exposeront à un risque de perte.

La capacité d'orienter les politiques permet d'établir les règles de base pour la conduite des activités de l'organisme et la réalisation de sa mission et de son mandat.

Le périmètre comptable de la Ville de Laval comprend les organismes suivants :

- Société de transport de Laval (STL)
- Place des aînés de Laval
- Patinorama Laval
- Agriculture Laval (A.G.R.I.L.)

La Ville poursuit l'analyse de la gouvernance des sociétés paramunicipales, y compris celles faisant encore partie du périmètre comptable.

ÉTATS CONSOLIDÉS

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES À DES FINS FISCALES (millions de \$)

	VILLE DE LAVAL	ORGANISMES CONTRÔLÉS	BUDGET 2017	BUDGET 2016 Redressé
REVENUS				
Taxes sur la valeur foncière	576,1	-	576,1	564,1
Taxes sur une autre base	123,3	-	123,3	124,4
Paiements tenant lieu de taxes	17,4	-	17,4	17,4
Services rendus	9,9	38,9	48,8	45,9
Imposition de droits	32,5	-	32,5	32,7
Amendes et pénalités	17,2	-	17,2	17,1
Intérêts	15,1	0,2	15,3	12,6
Autres revenus	4,9	-	4,9	4,6
Transferts	28,6	36,8	65,4	61,5
	825,0	75,9	900,9	880,3
DÉPENSES				
Administration générale	97,0	-	97,0	94,0
Sécurité publique	164,0	-	164,0	163,9
Transport	165,2	60,3	225,5	219,5
Hygiène du milieu	103,8	-	103,8	104,0
Santé et bien-être	14,0	-	14,0	11,8
Aménagement, urbanisme et développement	23,1	-	23,1	22,3
Loisirs et culture	82,5	1,5	84,0	80,1
Frais de financement	41,9	3,1	45,0	51,3
	691,5	64,9	756,4	746,9
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME				
	74,1	12,0	86,1	85,9
Excédent (déficit) avant affectations	59,4	(1,0)	58,4	47,5
AFFECTATIONS				
	59,4	(1,0)	58,4	47,5
EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE À DES FINS FISCALES				
	0,0	0,0	0,0	0,0

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT ET MODES DE FINANCEMENT CONSOLIDÉS (millions de \$)

	VILLE DE LAVAL	ORGANISMES CONTRÔLÉS	BUDGET 2017	BUDGET 2016
ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS				
Administration générale	23,5	-	23,5	14,3
Sécurité publique	21,1	-	21,1	11,9
Transport	85,3	44,6	129,9	144,3
Hygiène du milieu	87,4	-	87,4	95,0
Aménagement, urbanisme et développement	0,8	-	0,8	0,5
Loisirs et culture	105,5	-	105,5	53,0
	323,6	44,6	368,2	319,0
SOURCES DE FINANCEMENT EXTERNES				
Emprunts à la charge d'une partie des contribuables	31,2	-	31,2	44,9
Contributions des promoteurs	35,0	-	35,0	11,3
Transferts gouvernementaux	40,5	36,6	77,1	97,5
	106,7	36,6	143,3	153,7
MONTANT À LA CHARGE DE L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	216,9	8,0	224,9	165,3
PAIEMENTS COMPTANT				
Affectations du budget de fonctionnement	30,0	-	30,0	10,0
Fonds de parcs	7,4	-	7,4	4,3
Projet des espaces verts	8,2	-	8,2	9,8
Autres fonds réservés	8,3	-	8,3	5,0
Réserve - Infrastructures désuètes et projets structurants	58,6	-	58,6	32,6
Réserve - Service de l'eau	12,5	-	12,5	10,4
Autres réserves financières et fonds de roulement	8,9	7,8	16,7	14,4
	133,9	7,8	141,7	86,5
EMPRUNTS À L'ENSEMBLE DES CONTRIBUABLES				
	83,0	0,2	83,2	78,8

VILLE DE LAVAL

1, place du Souvenir, C.P. 422, succursale Saint-Martin | Téléphone : 311 ou 450 978-6888 | www.laval.ca